



## IEMN-IAE UNIVERSITE DE NANTES

Comprendre la relation de causalité entre bonne gouvernance et performances économiques et ses déterminants : une approche économétrique.

Paul Ottenheimer de Gail

Année universitaire 2013-2014

## PREAMBULE ET REMERCIEMENTS

Mes remerciements s'adressent à Emmanuelle Mbiyassaka, en master 1 d'économétrie à l'université de Créteil, qui a su me guider dans des domaines que je maîtrisais peu et conforter la logique de mon analyse. Cependant mes limites, en tant qu'étudiant, dans le domaine économétrique empêchent de prolonger l'analyse pour vérifier nos théories. Il serait intéressant de reprendre ce travail une fois de meilleures compétences acquises et j'espère que les lecteurs sauront toutefois apprécier l'orientation de l'analyse.



# Sommaire

|   |    |
|---|----|
| Préambule et remerciements.....   | 2  |
| Introduction .....  | 4  |
| 1. Les différentes dimensions de la gouvernance .....   | 9  |
| 1.1. Les concepts multidimensionnels liés à la gouvernance .....  | 9  |
| 1.2. L'échec gouvernemental et ses déterminants .....   | 11 |
| 1.3. Comprendre le rôle fondamental des institutions dans l'analyse économique.....   | 13 |
| 2. Cadre conceptuel pour comprendre et analyser les relations de causalité entre les déterminants théoriques des performances économiques ..... | 16 |
| 2.1. Cadre conceptuel pour comprendre le problème de causalité inversé entre les différents déterminants des performances économiques .....     | 16 |
| 2.2. Le choix de l'instrumentalisation pour contrer le problème de causalité inversé .....  | 22 |
| 3. Comment mesurer la gouvernance .....   | 25 |
| 3.1. Les bases de données disponibles .....   | 25 |
| 3.2. Méthodologie d'agrégation de Kaufmann et al (1999) .....   | 27 |
| 3.2. Les limites des indicateurs de gouvernance basés sur la perception.....  | 30 |
| 4. Modélisation économétrique pour estimer l'impact d'une bonne gouvernance sur les performances économiques .....                              | 30 |
| 4.1. Structure générale du modèle .....   | 30 |
| 4.2. Résultats .....  | 33 |
| 5. Conclusion : Quel avenir pour la gouvernance mondiale .....  | 33 |
| Annexes .....   | 34 |
| Liste des tables, cartes, schémas, graphiques et tableaux .....   | 36 |
| Bibliographie .....   | 37 |
| Table des matières .....  | 41 |

Résumé : Ce travail s'intéresse aux relations de causalité qui lient la bonne gouvernance et les performances économiques. Une première partie de ce travail définit les notions de « gouvernance » et de « bonne gouvernance » et insiste sur l'importance des institutions économiques, politiques et sociales. De ce fait, nous en concluons que les indicateurs de gouvernance établis par la banque mondiale peuvent servir de variable pour mesurer la qualité institutionnelle : à travers ces indicateurs, nous examinerons le rôle de la bonne gouvernance sur les performances économiques. Après avoir établi que la géographie, les institutions et le commerce sont les déterminants essentiels des performances économiques, nous déterminerons comment examiner leurs contributions respectives. Avant cela nous expliquerons notre choix de l'indicateur de gouvernance. Ayant des compétences économétriques trop peu avancées pour permettre de mener à bien cette analyse, nous nous contenterons d'expliquer la structure théorique du modèle. Malgré l'absence de résultat de notre analyse, la littérature étudiée nous permet de souligner l'importance d'une bonne gouvernance pour les performances économiques et nous pensons qu'elle doit être au centre du débat sur la gouvernance mondiale.

## **Introduction**

“La réalité de l'histoire, c'est son présent. L'histoire passe, mais il y a un moment où elle est le "présent". Or, il y a une tyrannie aujourd'hui du temps réel, de l'immédiateté, de l'ubiquité, de l'instantanéité. Cette tyrannie commence effectivement à être présente dans ce qu'on appelle la mondialisation. La mondialisation est une mondialisation au niveau du temps [...] Si le temps c'est de l'argent, la vitesse c'est le pouvoir et la vitesse absolue est le pouvoir absolu. La décélération est inévitable. Décélérer cela ne veut pas dire ralentir, passer de quatrième en troisième... Décélérer, cela veut dire ré épouser la philosophie. Quelque part, le monde est en train de commencer à se cogner la tête contre le mur de la vitesse. Réinventer la philosophie - contre la philofolie - ne signifie pas revenir à Platon ou à Aristote, cela veut dire qu'il y a un travail à faire sur la décélération - celle de l'esprit, et pas seulement celle des moteurs.”<sup>1</sup>

Paul Virilio, la tyrannie de l'instant.

La mondialisation selon Paul Virilio est une mondialisation de l'esprit.<sup>2</sup> Cependant, la mondialisation économique et celle de l'esprit sont indubitablement liées. En effet, cette hypothèse est mise en valeur par la notion de l'historien Ronald Wright de "piège à progrès".<sup>3</sup> L'auteur établi

<sup>1</sup> Virilio, Paul (1995), *La vitesse de libération*, Paris, édition Galilée.

<sup>2</sup> Article paru le 22 février 2002 sur le site suivant : [www.humanite.presse.fr/journal/](http://www.humanite.presse.fr/journal/). Consulté le 08/03/2014 à 18h12.

<sup>3</sup> Wright R., October 2004 , *A short History of progress*, *House of Anansi Press*, ISBN 0-88784-706-4

que le progrès, bien qu'il puisse se définir comme engendrant des externalités positives propices au bien-être de la société dans son ensemble, est aussi à l'origine d'externalités négatives, souvent non considérées du fait de l'acceptation de ce progrès par la société. Par exemple, l'avancée des sciences médicales a permis à notre espèce de vivre plus longtemps et du fait de ces avancées techniques les taux de mortalité ont chuté, l'âge moyen des hommes et des femmes ne cesse d'augmenter ... et cela a des impacts non négligeables sur la qualité de l'environnement humain et engendre des problèmes de surpopulation.

Ainsi, du fait de ses externalités négatives non contrôlées, le constat environnemental mondial est alarmant suite à l'augmentation de la population et parallèlement de la consommation ; De ce fait, bien qu'à l'origine le progrès puisse paraître bénéfique si nous ne faisons pas attention à en contrôler les externalités négatives et que nous tombons sans cesse dans des pièges à progrès, un progrès non contrôlé pourrait signifier la fin de l'homme.

Pour beaucoup, la mondialisation économique est la preuve que l'homme n'arrive pas à contrôler le progrès et la question « pour ou contre la mondialisation » revient sans cesse. Pourtant, cette question n'est pas pertinente vu qu'un retour à l'état de nature n'est tout simplement pas envisageable pour l'espèce humaine. Le point de vue de Stiglitz à travers ses ouvrages<sup>4</sup> tend à rappeler que la principale préoccupation, qui devrait être dans tous les esprits, est les organisations internationales et l'instauration d'une "gouvernance mondiale" où les gardiens seraient gardés.<sup>5</sup> En effet, la mondialisation, dans toutes ses dimensions, ne peut pas continuer comme elle a commencé.

Le but de cette analyse n'est pas d'effectuer une étude exhaustive de la mondialisation : en analyser les différents acteurs, leurs déterminants, et les relations de causalité qui les lient, est un travail entrepris par de nombreux universitaires, journalistes, écrivains, et autres nombreux groupes d'influences relatives, et ces analyses correspondent plus au domaine de ce que nous nommerons la "gouvernance mondiale". Certes nous expliquerons dans cette étude qu'une bonne gouvernance est synonyme de performances économiques efficaces et nous poserons la question de savoir si ce résultat peut ouvrir le débat sur la gouvernance mondiale mais ce domaine ne constitue qu'un élément mineur de notre recherche et servira donc plutôt de sujet de questionnement quant à nos résultats. Cependant, dans un monde où tout est interconnecté, où les relations internationales sont mises en premier plan, et où il n'est quasiment plus possible de faire ce que l'on veut sans l'accord de ses voisins, est-il possible de parler de gouvernance sans faire d'amalgame avec la gouvernance mondiale?

---

<sup>4</sup>Voir ses articles sur son site internet [www.josephStiglitz.com](http://www.josephStiglitz.com)

<sup>5</sup>Référence à la citation de J. Stiglitz "who guard the guardian", the private uses of public interests (voir bibliographie). Stiglitz entend que l'homme a créé des institutions pour le garder de lui-même et pose la question de savoir "qui garde le gardien?"

L'histoire de notre espèce nous a permis en tant que nations et en tant qu'individus, de définir les valeurs éthiques et morales qui permettent un avenir prospère à l'homme. À travers son histoire, l'espèce humaine a choisi de se sédentariser et de créer des sociétés. Ce travail s'intéresse aux règles qui régissent ces sociétés et plus spécialement à réfléchir sur l'efficacité des systèmes de gouvernance. Plus simplement, nous nous demandons s'il est possible, toutes choses égales par ailleurs, qu'un système démocratique soit moins efficace, et/ou moins apte à promouvoir le développement prospère des individus qui le compose, qu'une dictature.

Au-delà des connotations idéologiques qu'entraînent les idées de démocratie et de dictature nous cherchons à évaluer l'impact de ce que nous définirons comme une "bonne gouvernance" qui guide l'homme à travers son développement en lui évitant de tomber dans les pièges du progrès.

Supposons qu'un pays jouissant d'une bonne gouvernance soit synonyme de mauvaises performances économiques et de sous-développement, alors une coopération internationale ne serait pas possible pour des raisons évidentes et il serait inutile d'envisager une gouvernance mondiale comme garante de la cohésion et du développement de l'espèce humaine. Savoir si une meilleure gouvernance est un déterminant significatif des performances économiques ouvre donc la voie à un débat plus large sur les bénéfices potentiels d'une gouvernance mondiale.

Ainsi, nous cherchons à savoir si les pays ayant une meilleure gouvernance sont aussi, toutes choses égales par ailleurs, plus performants économiquement. Ce travail vient s'ajouter à une large littérature définissant un cadre conceptuel pour comprendre les performances économiques et ses déterminants. Il serait naïf de penser que seule la gouvernance ait un impact sur les performances économiques et nous verrons que la littérature met l'accent sur le rôle fondamental des institutions comme déterminant significatif des performances économiques. D'autres variables vont également avoir du poids sur les mesures de performance que ce soit des effets directs ou indirects, c'est-à-dire à travers d'autres variables. C'est le problème d'endogénéité des variables explicatives. Ce problème d'endogénéité rend toute analyse peu pertinente s'il n'est pas traité.

La suite de notre analyse se découpera en quatre parties. Tout d'abord nous définirons la gouvernance à travers ses différentes dimensions et expliquerons ce que doit être une bonne gouvernance selon nous, notamment à travers une analyse de l'échec gouvernemental. Puis nous expliquerons l'importance fondamentale des institutions au cœur des déterminants de la mesure des performances économiques ainsi que les autres déterminants ayant un impact théorique. Ensuite, après avoir expliqué en quoi les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale pouvaient servir de variable pour mesurer la qualité institutionnelle, nous verrons de quelle façon nous pouvons contourner le problème d'endogénéité de nos variables explicatives. Cependant, n'ayant pas les

compétences nécessaires pour mener à bien notre analyse nous nous contenterons d'en expliquer le cadre théorique. Enfin nous conclurons par une réflexion sur l'avenir de la gouvernance mondiale.



# **1. Les différentes dimensions de la gouvernance**

## 1.1. Les concepts multidimensionnels liés à la gouvernance

L'un des points caractéristiques de la mondialisation est la distinction de plus en plus claire entre la société civile et la société privée. Cette distinction est à l'origine de nombreux conflits sociaux. Bien sûr, c'est en relativisant l'importance du conflit entre société civile et société privée que le gouvernement sera noté par ces citoyens. Cette distinction entre ces deux types de société est pratique dans un sens car elle établit ce que l'on peut considérer comme les gagnants et les perdants de la mondialisation. Bien que cette distinction ne soit pas assez large pour permettre une tautologie, elle nous servira seulement à introduire notre sujet. Si elle ne permet pas de faire une tautologie c'est qu'il faut aussi prendre en compte les autorités illégales, très présentes, qui semblent profiter de faille dans la gouvernance étatique. En fait, si des groupes illégitimes apparaissent c'est de par l'absence de ce que nous nommerons "une bonne gouvernance". Ceci nous amène à poser les bases de ce qu'est la gouvernance.

"La gouvernance est le système des valeurs, des politiques et des institutions à travers lequel les sociétés managent leurs affaires économiques, sociales et politiques par des interactions au sein et entre l'état, la société civile et le secteur privé. C'est la façon dont une société s'organise et met en place des décisions en faisant prévaloir la compréhension mutuelle, les arrangements et les actions. Cela comprend les mécanismes et les processus pour les citoyens et les groupes d'articuler leurs intérêts, se faire le médiateur des différences, et exercent leurs droits et leurs obligations. Ce sont les règles, les institutions qui limitent et fournissent des incitations pour les individus, les organisations et les firmes. La gouvernance, incluant ses dimensions politiques, sociales et économiques, opère dans toutes les dimensions humaines, que ce soit dans les foyers, les villages, les municipalités, les nations, régions ou terrestre."<sup>6</sup>

Kaufmann et al (1999)<sup>7</sup> définissent quant à eux la gouvernance comme étant "les institutions et les traditions à travers lesquels l'autorité d'un pays est exercée. Cela inclut les processus par lesquels les gouvernements sont choisis et remplacés, la capacité des gouvernements à formuler et mettre en place des politiques et le respect des citoyens pour l'état et les institutions qui gouvernent les interactions économiques et sociales entre eux."<sup>8</sup>

<sup>6</sup>UNPD, *Governance indicators : A users's guide*, 2007.

<sup>7</sup>Kaufmann, D., A. Kraay, and P. Zoido-Lobaton. 1999. *Governance Matters. World Bank Working Paper 2196*. Washington, DC: World Bank.

<sup>8</sup>Kaufmann, D., A. Kraay, and P. Zoido-Lobaton. 1999. *Governance Matters. World Bank Working Paper 2196*, Washington, DC: World Bank.

Ainsi, suite à ces définitions, nous pouvons nous demander ce que doivent être les éléments au cœur de la gouvernance. Selon la banque mondiale, une gouvernance doit s'implémenter par quatre canaux : le management du secteur public, la responsabilité, un cadre légal de travail pour le développement et la transparence de l'information.<sup>9</sup> L'issue du management du secteur public se réfère à l'amélioration des institutions publiques. La responsabilité signifie de rendre le gouvernement responsable de ses actions. L'un des aspects essentiels de la responsabilité de l'Etat est le combat contre la corruption. Comme nous l'avons déjà remarqué la corruption constitue un cadre d'analyse spécifique de ce fait nous resterons superficiels sur ce thème dans ce travail. L'issue de la transparence et de l'information prend pour fait l'asymétrie d'information. Les marchés, pour être compétitifs, nécessitent que les acteurs économiques disposent d'informations fiables et pertinentes. Selon la banque mondiale, les bénéfices de la transparence et de l'information concernent trois dimensions : l'efficacité économique, la prévention de la corruption et l'acceptation des choix des politiques du gouvernement.<sup>10</sup>

Dixit (2009) établit une définition pertinente de la gouvernance à travers les institutions sociales, politiques et économiques. Selon lui, une bonne gouvernance doit sécuriser trois prérequis essentiels. Tout d'abord, elle doit protéger les droits de propriété : sans protection des droits de propriété et contre le risque d'expropriation, les individus n'ont aucune incitation à investir. Or il est inutile de revenir sur l'importance des investissements pour l'activité économique car cela constitue l'une des bases de l'économie. Le renforcement des contrats est le second prérequis d'une bonne gouvernance. Les transactions économiques promettent des gains pour tous les participants mais chaque partie peut perdre s'il l'autre partie décide de tricher, c'est-à-dire de rompre ses promesses de transactions et, à la place, agit à l'opposé, pour obtenir le maximum de gain. La peur d'un tel acte de triche peut empêcher certains acteurs de signer un contrat et ainsi, aucun gain ne sera obtenu par aucune des deux parties. Cela correspond à une situation classique d'un mauvais équilibre dans un dilemme du prisonnier. Enfin, l'action collective constitue le troisième prérequis d'une bonne gouvernance selon Dixit ; selon lui, beaucoup d'économies privées dépendent d'une provision adéquate de biens publics, comme par exemples, la mise à disposition de réseaux de sécurité sociale ou la facilitation de l'internalisation des externalités... Cela implique que le problème pour l'action collective est d'empêcher le phénomène de passager clandestin.<sup>11</sup>

---

<sup>9</sup>World bank, 1992, Governance and development, volume n°1, 10650

<sup>10</sup>World bank, 1992, Governance and development, volume n°1, 10650

<sup>11</sup>Dixit, A. 2009. Governance institutions and economic activity. *The American Economic Review*, Vol. 99, No. 1 (Mar., 2009), pp. 3-24.

Suite à ces définitions, nous retiendrons que la gouvernance définit l'élaboration et l'application des règles évolutives que l'espèce humaine, dans toutes ses composantes, choisit pour coexister et établir son développement.

Au-delà de ces définitions et de ces dimensions de la gouvernance, il apparaît important de réfléchir sur la provenance des pouvoirs. Pour cela, Acemoglu, Johnson et Robinson (2005) apportent une aide non négligeable dans leur étude en faisant la distinction entre les pouvoirs de facto et de jure.

Le pouvoir politique de jure se réfère aux pouvoirs originaires des institutions qui déterminent les contraintes des institutions politiques de la société. Ainsi, le pouvoir de facto se définit comme étant le pouvoir donné au gouvernement à travers les institutions. De plus, un groupe d'individus, même s'il ne possède pas un pouvoir de facto, comme spécifié dans la constitution, peut toutefois posséder un pouvoir d'intervention. Par exemple, il peut prendre les armes et se révolter, engager des mercenaires ou faire des protestations politiques dans le but d'imposer ses désirs pour la société. Nous nous référerons à ce type de pouvoir comme de facto (de fait). Ce type de pouvoir peut provenir de deux sources. Tout d'abord, il dépend de l'habileté du groupe en question à résoudre les problèmes de l'action collective et d'entreprendre une révolte contre les autorités. Secondement, le pouvoir de facto d'un groupe dépend de ses ressources économiques, qui déterminent leur habileté à utiliser les institutions politiques existantes.<sup>12</sup>

On peut ainsi se demander si les actuels débordements de la mondialisation ne sont pas la preuve par l'exemple d'un déséquilibre dans la balance de jure/de facto. Des petits groupes d'élites possédant un pouvoir de jure trop fort pourront influencer sur le pouvoir de facto et, de ce fait, complexifier l'action collective. Cela nous invite à nous questionner quant à l'équilibre de cette balance et les raisons pour lesquelles les gouvernements ne parviennent pas à restaurer l'équilibre.

## 1.2. L'échec gouvernemental et ses déterminants

Comme il a été évoqué dans l'introduction, les institutions occupent une place majeure de l'analyse économique. L'échec gouvernemental peut donc s'expliquer en partie par une inefficience institutionnelle. Dans cette partie, nous nous concentrerons sur les déterminants de l'échec gouvernemental.

---

<sup>12</sup>Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2005). Institutions as a fundamental cause of long-run growth. *Handbook of economic growth*, 1, 385-472.

J. Stiglitz (1998) donne des explications sur les raisons d'un tel échec ; tout d'abord, il explique l'inhabilité des gouvernements à s'engager. Selon l'auteur, bien que certaines réformes puissent paraître optimales au sens de Pareto à un instant t, certains groupes politiques pourraient s'opposer à cette réforme en anticipant leurs désavantages futurs conséquemment à l'adoption de celle-ci. De plus, le secret aggrave l'inhabilité gouvernementale à faire des engagements. Les intérêts individuels, la peur de l'humiliation politique ou encore la sensation de pouvoir qu'il peut engendrer sont des exemples de causes qui maintiennent le climat du secret. Moins de secret n'augmenterait pas seulement le flux d'informations mais il réduirait aussi les activités de rente qui déforment le flux d'information. L'exemple des marchés financiers et de la crise des subprimes illustrent bien les bénéfices potentiels de cette asymétrie d'information. Ainsi même en sachant que le système financier ne devrait pas avoir d'impact sur l'économie, il jouit d'un pouvoir trop grand à cause du secret. En relation à cela la seconde hypothèse de l'auteur concerne l'incertitude à propos des conséquences du changement. Ainsi, bien que certaines politiques complexes puissent n'avoir que des effets positifs et augmenter le bien-être de la société, il arrive que les arguments d'adoption de ces politiques ne résistent pas au discours politique et à l'influence de la société civile. Le public n'étant pas apte à comprendre une politique complexe il n'acceptera pas l'adoption de celle-ci tout simplement parce qu'il n'est pas prêt d'accepter un changement qu'il ne peut pas concevoir. Cela a encore à voir avec le concept d'information imparfaite. Ainsi les politiques mises en place sont simples et même une politique efficace au sens de Pareto ne sera pas mise en place si elle est basée sur cette asymétrie informationnelle.<sup>13</sup>

La distinction entre les systèmes basés sur le consensus et sur l'adversité permet de mieux comprendre l'asymétrie d'information qui mène à l'échec gouvernemental. Établis par Stiglitz (1998) ces deux systèmes sont définis de la manière suivante :

1. Les systèmes basés sur les consensus sont centrés sur le dialogue, ceux basés sur l'adversité sur le débat.
2. Les consensus requièrent de partager une conception de l'intérêt national alors que l'adversité requiert simplement des groupes qui expriment leurs intérêts propres ; donc dans ce genre de système, il y a un faux appel aux intérêts nationaux.
3. Dans un système de consensus, les issues sont celles où toutes les parties s'accordent mutuellement alors que les négociations ne finissent pas dans un système d'adversité. Ainsi, les systèmes de consensus peuvent résoudre les problèmes d'incapacité à s'engager et la destruction compétitrice, basée sur l'instinct de prédation des investisseurs, cependant ce n'est pas toujours le cas. <sup>14</sup> Il est évident qu'aujourd'hui les systèmes basés sur l'adversité prédominent et c'est ce qui

<sup>13</sup>Stiglitz, J. 1998. Distinguished Lecture on Economics in Government: The Private Uses of Public Interests: Incentives and Institution, *The Journal of Economic Perspectives*, Vol. 12, No. 2 (Spring, 1998), pp. 3-22.

<sup>14</sup>Stiglitz, J. 1998. Distinguished Lecture on Economics in Government: The Private Uses of Public Interests: Incentives

explique l'importante asymétrie d'information, dont certains profitent.

Dans leur publication, Acemoglu, Johnson et Robinson (2005) proposent aussi des explications à l'échec gouvernemental qu'ils expliquent comme étant une réaction de l'échec institutionnel. Tout d'abord, ils mettent l'accent sur l'inhabilité des politiques à s'engager, rejoignant ainsi le point de vue abordé précédemment, car les pouvoirs politiques sont à la source de revenus, de rentes et de privilèges pour les élites. Ainsi plus le pouvoir politique s'érode, plus les revenus relatifs à ce pouvoir diminuent. Conséquemment, les élites politiques n'estiment pas les changements économiques par rapport à leurs conséquences pour la société mais par rapport à la perte de rente et d'influence politique qu'ils engendreraient. Craignant ces pertes potentielles les élites politiques sont incitées, de par leur nature, à s'opposer à tous changements institutionnels. L'idée selon laquelle les perdants politiques entravent le choix d'institutions efficaces est largement répandue dans la littérature, notamment celle concernant le commerce international.<sup>15</sup>

Relativement au problème des perdants politiques considérons celui des perdants économiques. Pour cela considérons les accords de libre-échange. A première vue ils sont socialement désirables. Cependant, des personnes ayant des investissements dans des technologies obsolètes seront tentées de réduire l'introduction de nouvelles technologies. Pour cela, un moyen d'intervention est d'agir directement sur les institutions. De nos jours les grandes firmes multinationales ont un pouvoir politique grandissant. L'augmentation des lobbyistes dans les centres de décision empêche le développement d'institutions plus efficaces de par le fait que ces grandes firmes sont celles qui ont le plus à craindre du changement technologique. De plus, tout comme pour les perdants politiques, au-delà de la perte de la rente c'est la perte de pouvoir et donc d'intervention qui fait peur aux perdants économiques. Il semble donc que le changement institutionnel ait un effet significatif sur les pouvoirs politiques et donc qu'ils puissent entraîner des conflits dans la société.<sup>16</sup>

### 3. Comprendre le rôle fondamental des institutions dans l'analyse économique

Nous venons de voir comment l'échec gouvernemental pouvait conduire à des sociétés sous-performantes. Les institutions jouent un rôle non négligeable sur la gouvernance d'un pays. L'idée d'une dépendance des institutions du passé accentue cette hypothèse car elle signifie que les institutions, que nous avons aujourd'hui, influencent nos perceptions de ce que nous considérons comme des bonnes institutions. Dans cette partie, nous nous intéresserons de plus près au

---

and Institution, *The Journal of Economic Perspectives*, Vol. 12, No. 2 (Spring, 1998), pp. 3-22.

<sup>15</sup>Acemoglu, D., S. Johnson, and J. A. Robinson. 2001. The Colonial Origin of Comparative Development: An Empirical Investigation. *American Economic Review* 91(5): 1369–1401.

<sup>16</sup>Acemoglu, D., Robinson J.A. (2001), A theory of political transitions, *American Economic Review*, 91, 938-963

changement institutionnel et nous verrons qu'il est un déterminant essentiel des modes de gouvernances contemporaines et donc, qu'il peut être considéré comme une solution à l'échec gouvernemental.

A ce stade on doit être plus spécifique sur notre définition d'une bonne institution. Suivant Acemoglu et Robinson (2001) nous pensons que les bonnes institutions sont celles qui sécurisent les droits de propriété et égalisent l'accès aux ressources économiques à un large éventail de la société. Cela implique que les sociétés où seulement une petite partie de la population possède des droits de propriété renforcée n'ont pas de bonnes institutions économiques.

Certaines façons d'organiser la société poussent à l'innovation, à prendre des risques, à entrevoir des moyens pour trouver de meilleures façons de faire les choses, d'apprendre et d'éduquer, à résoudre les problèmes de l'action collective et de fournir des biens publics. D'autres non.

Les auteurs en arrivent à quatre résultats sur les institutions.

1. Les contraintes et les vérifications sur les utilisations des pouvoirs politiques par les élites conduisent typiquement à l'émergence de meilleures institutions.

2. Un raisonnement similaire implique que des institutions économiques protégeant les droits de propriété d'une large section sont plus aptes à apparaître quand les pouvoirs politiques sont répartis dans les mains d'un large groupe d'individus.

3. Les bonnes institutions économiques sont plus promptes à apparaître et à persister lorsque les rentes que les pouvoirs peuvent extraire de la société sont plus faibles car de telles rentes les encouragent à opter pour un ensemble d'institutions qui rendent l'expropriation possible.

4. Enfin, les changements économiques qui ne bouleversent pas le statu quo, sont plus prompts à apparaître si l'on considère le point de vue des perdants politiques.<sup>17</sup>

Les éléments-clés de ce changement sont les processus de développement des perceptions et des croyances humaines et le chemin de dépendance expose les institutions. L'équilibre institutionnel reflète un contrat entre plusieurs parties. Il prévaut quand aucun de ces parties ne veut altérer les termes du contrat. Ainsi le changement institutionnel est une fonction des changements dans la perception des hommes qui se transforme ultimement en croyance<sup>18</sup>. De ce fait, North (2004) se demande s'il est possible d'influencer les croyances d'un ensemble de personnes. Sur cela, il note que les institutions imposent des contraintes au comportement humain. Les perceptions se transforment en croyance mais les perceptions dépendent des processus d'apprentissage et de l'expérience de vie. Les fondations sont donc transmises de génération en génération.

L'environnement conditionne aussi les croyances et donc, pour tenter de concevoir un changement

---

<sup>17</sup>Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2005). Institutions as a fundamental cause of long-run growth. *Handbook of economic growth*, 1, 385-472

<sup>18</sup>North, D. C. 1990. Institutions, institutional change and economic performance. *Cambridge university press*

institutionnel consciencieux, il est nécessaire d'influencer ce qu'apprend une personne. Influencer les croyances de tous est requis pour sécuriser l'homogénéité, qui faciliterait la mise en place d'un ensemble de réformes institutionnelles, dans la population mais cette homogénéité est-elle souhaitable ? <sup>19</sup>

De plus le changement institutionnel qui pourrait conduire à des sociétés plus prospères dépend des forces de négociations relatives entre les pouvoirs de jure et de facto. Ainsi, il devra attendre l'émergence des forces de facto qui forcerait les pouvoirs de jure à céder. De tels exemples sont souvent apparus notamment dans le conflit social. De telles théories rappellent des exemples comme le printemps arabe, ou plus récemment la crise ukrainienne, où les forces de facto, les peuples dans ces cas-là, se sont unis pour rétablir la balance entre les forces de jure et de facto. De tels événements auraient pu être évités grâce à un changement institutionnel rétablissant l'équilibre de ces forces avant le point de satiété. <sup>20</sup>

Ainsi qu'en est-il des recommandations pour une vraie réforme saine des institutions? Les analystes institutionnels semblent s'accorder pour dire qu'une approche de type big bang est très peu probable de fonctionner. Ce qu'il faut c'est adopter une approche graduelle pour réformer les institutions. Théoriquement les contraintes fiscales, la transparence, le renforcement des contrats et la protection des droits de propriété peuvent encourager une meilleure gouvernance. Cependant, ceux qui détiennent le pouvoir de jure n'entreront en négociation que s'ils ont à gagner de cette meilleure gouvernance ce qui implique souvent des pertes individuelles pour une amélioration collective.

Comprendre les déterminants de l'échec gouvernemental pour limiter son impact est essentiel. C'est en comprenant ses erreurs que l'homme fait en sorte de ne plus les commettre et trouve son chemin vers la prospérité. Dans cette section nous avons établi les différentes dimensions de la gouvernance et entrevu la place essentielle des institutions dans la cohésion d'une société. Considérant cela, il apparaît logique de penser que les institutions sont un déterminant essentiel des performances économiques. Cependant il n'en est pas le seul. Dans la prochaine section nous allons discuter des autres déterminants relatifs aux performances économiques.

---

<sup>19</sup>North, D. C. 2004. Understanding the process of economic change, *Princeton University Press*

<sup>20</sup>Acemoglu, D., Robinson J.A. (2001), A theory of political transitions, *American Economic review*, 91, 938-963

## **2. Cadre conceptuel pour comprendre et analyser les relations de causalité entre les déterminants théoriques des performances économiques**

La littérature sur les déterminants des performances économiques des pays est extrêmement vaste et il serait facile de s'y perdre. Dans cette section, nous nous analyserons un par un les déterminants fondamentaux de l'activité économique. Avant d'aller plus loin, il nous faut énoncer que notre approche prend comme indicateur des activités économiques le PIB par tête en terme de parité du pouvoir d'achat. Ce choix s'inspire d'une large littérature, comme Kaufmann et al (1999)<sup>21</sup>, Rodrik, Subramanian et Trebbi (2002)<sup>22</sup> ou encore Acemoglu, Johnson et Robinson (2001)<sup>23</sup>, considérant le PIB par tête en terme de parité du pouvoir d'achat comme la meilleure mesure de l'activité économique.

Bien que les chercheurs ne semblent pas avoir encore trouvé un consensus sur les déterminants fondamentaux des performances économiques, nous pouvons distinguer quatre axes fondamentaux de recherche. Le premier concerne les institutions, le second la géographie, le troisième se réfère à l'importance de la culture et le dernier concerne le commerce.

### **2.1. Cadre conceptuel pour comprendre le problème de causalité inversé entre les différents déterminants des performances économiques**

Rodrick, Subramanian et Trebbi (2004) dressent un schéma explicatif relativement complet des implications directes et indirectes entre la géographie, le niveau de revenu, les institutions et l'intégration ainsi qu'une explication précise des relations de causalités. De Prabir (2010)<sup>24</sup> et Busse (2007) complètent ce schéma. La figure 1 s'inspire de ces deux travaux dans le but de mettre en évidence les relations de causalité entre les performances économiques et ses principaux déterminants. Les implications des flèches et de leurs causalités inversées seront détaillés dans cette partie.

---

<sup>21</sup>Kaufmann, D., A. Kraay, and P. Zoido-Lobaton. 1999. Governance Matters. *World Bank Working Paper* 2196. Washington, DC: World Bank.

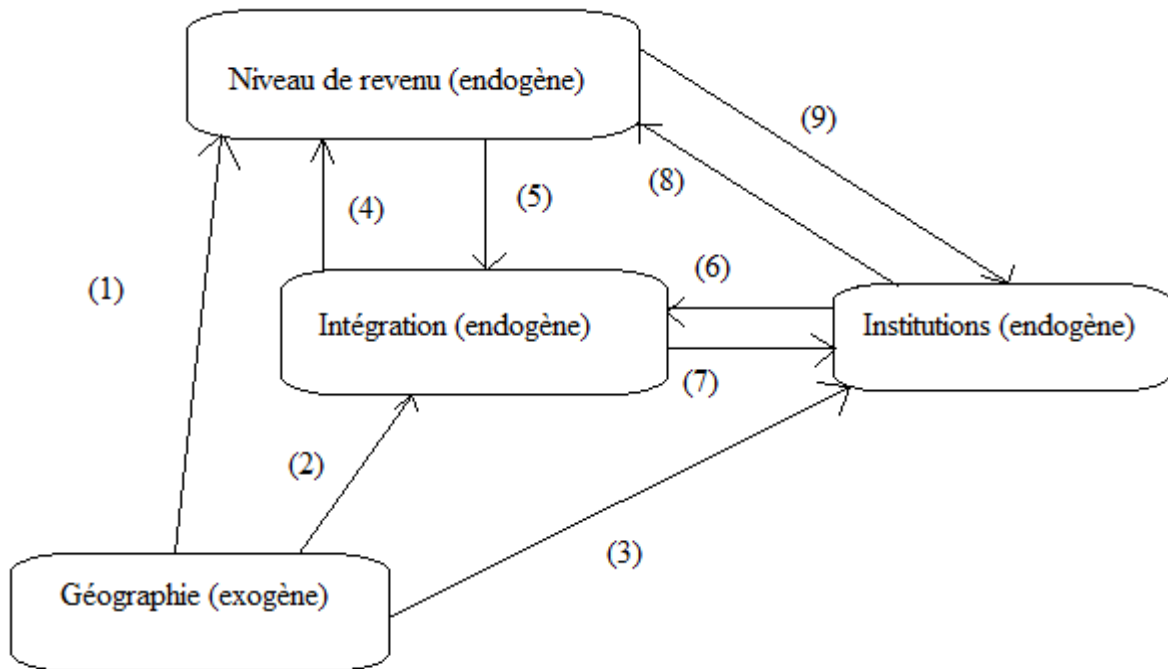
<sup>22</sup>Rodrik, D., A. Subramanian, et F. Trebbi. 2004. Institutions rule: The primacy of institutions over geography and integration in economic development. *Journal of Economic Growth* 9, 131–165.

<sup>23</sup>Acemoglu, D., S. Johnson, and J. A. Robinson. 2001. The Colonial Origin of Comparative Development: An Empirical Investigation. *American Economic Review* 91(5): 1369–1401.

<sup>24</sup>De, P. 2010. Governance, Institutions, and Regional Infrastructure in Asia. ADBI Working Paper Series No. 183, Asian Development Bank Institute, Tokyo.



Figure 1 : les déterminants fondamentaux des performances économiques



Sources : Rodrik, D., A. Subramanian, et F. Trebbi. (2004)

Busse et al (2007)

De Prabir (2010)

Par géographie nous entendons les différences géographiques entre les pays. Ces différences ne viennent pas de la main de l'homme mais de l'évolution de notre planète. De ce fait, la géographie peut être considérée comme exogène. Dans le contexte de compréhension des différences de performances économiques entre les pays, cet axe met l'accent sur la façon dont le climat, la géographie et l'écologie ont déterminé les préférences des individus. Il y a trois canaux caractéristiques de l'influence de la géographie sur la prospérité, que ce soit directement ou indirectement, représenté par les flèches 1,2 et 3.

Un autre champ analyse le rôle du commerce international comme conducteur des changements de la productivité. Nous nommons cela l'intégration, comme il donne l'intégration des marchés, et les obstacles de celui-ci, comme ayant un rôle de premier plan dans la promotion de la convergence économique entre les pays riches et les pays pauvres. Enfin un dernier champ analyse les effets des institutions sur les niveaux de revenu.

### Flèche 1 :

La flèche (1) met en évidence les effets directs de la géographie sur le niveau de revenu. Cela peut s'expliquer à travers ses effets sur la productivité de l'agriculture et sur la morbidité<sup>25</sup>. Cette variante des hypothèses de la géographie lie la pauvreté, à la “distance de la maladie” des pays. Bloom et Sachs (1998) observent un effet significatif de la malaria sur la productivité et donc sur les niveaux de revenu.<sup>26</sup>

### Flèche 2 :

La géographie peut aussi avoir des effets directs sur l'intégration à travers la distance au marché. L'étude de l'économie spatiale permet de comprendre cette hypothèse grâce notamment aux coûts de transport et à la présence de barrières tarifaires entre les pays. De ce fait, toutes choses égales par ailleurs, il semble que les pays soient plus prompts à échanger entre eux plutôt qu'avec un autre pays. De plus, la géographie détermine la technologie offerte par une société, spécialement dans l'agriculture. Récemment Sachs a forcé la prise en compte de la géographie dans la productivité de l'agriculture dans l'économie moderne.<sup>27</sup>

### Flèche 3 :

Enfin, la géographie peut avoir un impact direct sur la mise en place des institutions domestiques. Par exemple, les études montrent les conséquences désavantageuses de certains modèles d'exploitation de dotations factorielles qui peuvent engendrer des inégalités extrêmes. Une explication similaire insiste sur le fait que les larges dotations factorielles ont un impact négatif sur le développement institutionnel. Ce phénomène est aussi connu sous le nom de malédiction des ressources.<sup>28</sup> Sala-i-Martin et Subramanian mettent en évidence que l'abondance des ressources a un effet néfaste sur la qualité des institutions. Rodrik, Subramanian et Trebbi (2004) montrent que la distance à l'équateur possède un rôle significatif positif contribuant à la qualité institutionnelle.<sup>29</sup>

---

<sup>25</sup>Rodrik, D., A. Subramanian, et F. Trebbi. 2004. Institutions rule: The primacy of institutions over geography and integration in economic development. *Journal of Economic Growth* 9, 131–165.

<sup>26</sup>Bloom, D. E., Sachs, J. D., Collier, P., & Udry, C. (1998). Geography, demography, and economic growth in Africa. *Brookings papers on economic activity*, 207-295.

<sup>27</sup>Gallup, J. L., & Sachs, J. D. (2000). Agriculture, climate, and technology: why are the tropics falling behind?. *American Journal of Agricultural Economics*, 731-737.

<sup>28</sup>Sala-i-Martin, X., & Subramanian, A. (2003). *Addressing the natural resource curse: An illustration from Nigeria* (No. w9804). National Bureau of Economic Research.

<sup>29</sup>Rodrik, D., A. Subramanian, et F. Trebbi. 2004. Institutions rule: The primacy of institutions over geography and integration in economic development. *Journal of Economic Growth* 9, 131–165.

#### Flèche 4 :

La plupart des théories du commerce international mettent l'accent sur l'importance de ce dernier sur les revenus et la prospérité. Quand deux pays échangent c'est qu'ils en retirent tous deux des bénéfices. De plus, le commerce est bénéfique car il permet aux pays d'exporter des biens dont la production nécessite beaucoup de ressources rares localement abondantes, et d'importer des biens utilisant de manière intensive des ressources relativement rares chez eux. Enfin, le commerce international permet aux pays de se spécialiser dans des productions plus ciblées et de gagner ainsi en efficacité, en tirant parti des économies d'échelles.<sup>30</sup> De plus, nous devons considérer l'ouverture des marchés financiers qui a eu des effets directs sur les niveaux de revenu. Il suffit de lire la Grande Désillusion de Stiglitz <sup>31</sup>pour comprendre les effets désastreux qu'ont pu avoir les recommandations des instances internationales sur l'ouverture financière notamment pour les pays en développement. Ainsi il est normal de considérer l'effet direct de l'intégration sur les niveaux de revenu dans notre analyse.

#### Flèches 6 et 7 :

La question que pose cette flèche est de savoir si l'intégration a un effet direct sur les institutions. Un pays plus ouvert jouit-il de meilleures institutions, ou inversement ?

Le commerce peut avoir un impact selon deux canaux. Tout d'abord, l'ouverture commerciale permet de voir ce qui fonctionne bien dans les pays partenaires. De ce fait, il est possible de s'adapter institutionnellement selon nos expériences à l'étranger. Ensuite la compétition internationale pousse les pays à augmenter leur qualité institutionnelle pour attirer de nouveaux partenaires commerciaux.<sup>32</sup>

En exploitant les avantages comparatifs et les économies d'échelles dans la production, et prenant avantage des spillovers technologiques et l'information du savoir, les institutions et la gouvernance peuvent stimuler le commerce et, ainsi, la croissance économique et les niveaux de revenu. La haute qualité institutionnelle aide aussi à réduire la prime de risque requis pour le commerce international. Nous verrons comment la gouvernance peut être une variable proxy de la qualité institutionnelle.<sup>33</sup>

#### Flèche 5 et 9 :

<sup>30</sup>Cour d'économétrie université de Nantes, master 1 analyse et politiques économiques

<sup>31</sup>Stiglitz J., et al (2010) Le rapport Stiglitz : pour une vraie réforme du système monétaire international après la crise mondiale, édition Babel

<sup>32</sup>Rajan, R. G., & Zingales, L. (2003). The great reversals: the politics of financial development in the twentieth century. *Journal of financial economics*, 69(1), 5-50.

<sup>33</sup> Busset, M., et al. 2007 Institutions, Governance and Trade An Empirical Investigation of the Linkages in View of the Proposed ACP/EU Economic Partnership Agreements, Hamburg Institute of International Economics (HWWI) Programme World Economy

Prendre en compte les causalités inversées qui traduisent les impacts des revenus sur les institutions et l'intégration est une tâche plus dure ; en effet, il est possible que les revenus influencent les institutions car il est plus probable que les citoyens des pays plus riches aient des préférences plus fortes pour de hautes qualités institutionnelles et une bonne gouvernance. De même, il est possible que les revenus aient une influence significative sur l'intégration d'un pays. Cependant RST montre que les revenus ont un impact non significatif sur l'intégration. De plus, il n'est pas dit que les revenus ont un impact significatif sur la qualité institutionnelle. Dans le chapitre suivant nous verrons que nous retiendrons pour mesurer la qualité institutionnelle les indicateurs de gouvernance élaborés par Kaufmann et al<sup>34</sup>. Ces indicateurs agrégés sont basés sur des sondages et mesurent donc la perception de la population (nous verrons ceci plus en détail dans la prochaine partie). Si l'on considère la réflexion d'Acemoglu sur la redistribution il n'est pas démontré qu'un niveau de revenu plus fort signifie une meilleure redistribution.

Rappelons aussi la leçon de Rodrik qui nous dit qu'une fonction institutionnelle ne traduit pas une unique forme institutionnelle. Rodrik prend l'exemple de l'évolution institutionnelle en Chine et en Russie ce dernier demi-siècle. Les entrepreneurs privés se sont sentis plus en sûreté en Chine non pas parce que le gouvernement offrait une protection contre l'expropriation mais, parce qu'en étant corrompu, le gouvernement partageait les profits et n'avait pas d'intérêt à exproprier les investisseurs. Ainsi la Chine a su offrir un semblant de droit de propriété malgré l'absence de droit de propriété. L'expérience Russe montre l'effet inverse. De ce fait, toutes choses égales par ailleurs des fonctions institutionnelles identiques ne présentent pas une unique forme institutionnelle. Donc il est possible qu'une même forme institutionnelle soit jugée différemment par les enquêtes d'opinions et donc il est à prévoir que les effets d'un revenu plus haut impliqueront des notations différentes selon les pays.<sup>35</sup>

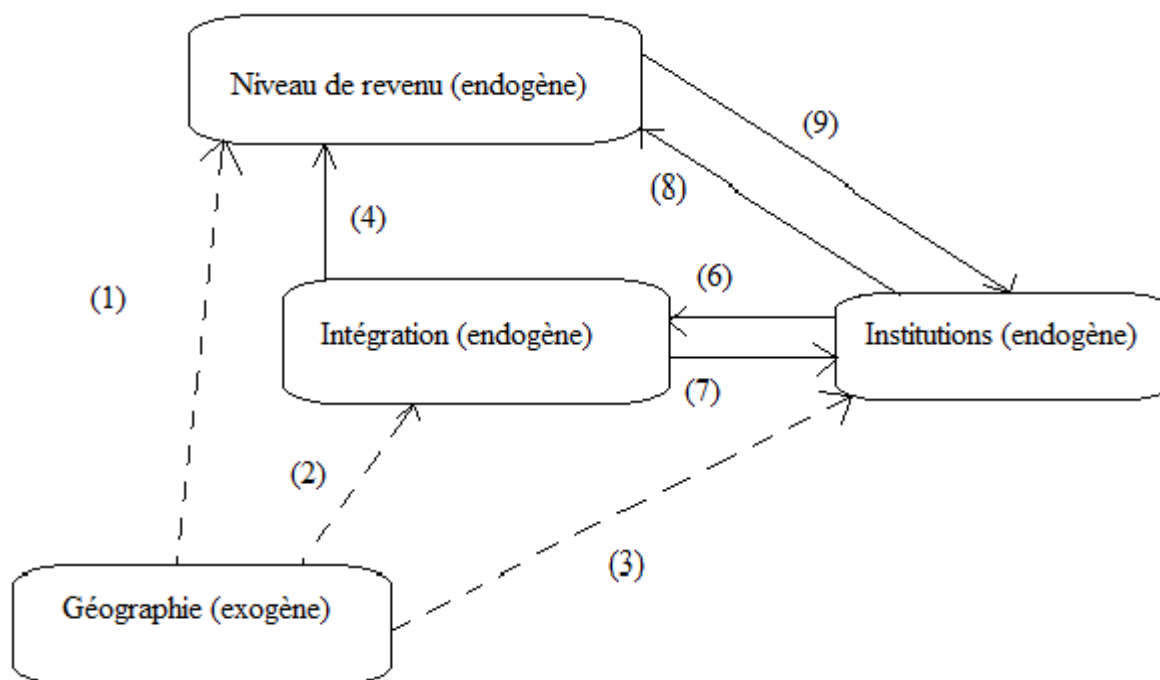
---

<sup>34</sup>Voir Governance matters I à governance matter VIII et les publications annexe des auteurs publiées sur le site internet de la banque mondiale.

<sup>35</sup>Rodrik, D. 2004, Getting institutions Right, Unpublished working paper, Harvard University, Cambridge, MA.

Ainsi, suite à ces explications nous pouvons faire évoluer la figure 1 pour obtenir :

Figure 2 : les déterminants fondamentaux des performances économiques retenus pour notre analyse



Source : auteur

La géographie constitue l'axe d'analyse pour lequel les chercheurs semblent s'accorder le moins. Outre cette difficulté de positionnement quant à l'utilisation, ou non, de la géographie, comme variable explicative du PIB par tête en matière de parité du pouvoir d'achat, cette variable est pour le moins parcimonieuse dans le sens où les caractéristiques géographiques des pays sont considérées comme exogènes. De ce fait, nous choisissons de ne pas rejeter l'hypothèse que la géographie n'exerce aucun effet significatif, que ce soit direct ou indirect, sur l'activité économique. Ainsi, nous testerons plusieurs variables géographiques, empruntées à la littérature, afin de savoir si les flèches 1, 2 et 3, en pointillés sur le graphique, doivent être considérées comme déterminants des performances économiques.

De plus, nous décidons de ne pas prendre en compte les effets directs des niveaux de revenu sur l'intégration d'un pays. Tout d'abord, Rodrik, Subramanian et Trebbi (2004)<sup>36</sup> montrent, par leur analyse économétrique, que la prise en compte de cette causalité n'est pas idoine pour notre cadre

<sup>36</sup> Rodrik, Subramanian et Trebbi (2004)

d'analyse. De plus, pour justifier ce choix sur un plan théorique, nous pouvons nous rapporter au domaine de la finance et plus particulièrement au phénomène de libéralisation des marchés financiers ayant eu lieu dans les années 1980. Les niveaux de revenu n'ont pas été à l'origine de ce phénomène d'ouverture financière mais ce sont plutôt les politiques et les grandes instances internationales qui ont conduit des réformes structurelles menant à l'intégration des marchés nationaux, et ceux quels que soient les niveaux de revenus nationaux. L'ouverture des marchés financiers n'est qu'un exemple pour modérer les effets directs des niveaux de revenu sur l'intégration

## 2.2. Le choix de l'instrumentalisation pour contrer le problème de causalité inversé

Étant donné les relations de causalité, il nous faut prendre en compte les flèches renversées qui tendent à montrer que le PIB a un impact sur les institutions et sur l'ouverture. Considérant le caractère exogène de la géographie il nous faudra choisir des variables sur lesquels les niveaux de revenu n'ont pas d'impact. Nous verrons qu'il existe un large choix de variable répondant à ce critère. Cependant, pour les institutions et l'intégration, les doubles causalités peuvent poser problème. Dans des termes économétriques cela signifie qu'il nous faut de bons instruments pour nos variables intégration et institution pour qu'elles deviennent des sources exogènes de variation pour l'intégration et la qualité institutionnelle et donc qu'elles ne soient plus corrélées avec aucun autre déterminant théorique des performances économiques.

Dans cette section nous expliquerons notre choix pour les instruments que nous retiendrons pour notre analyse. Tout d'abord concernant la géographie, Rodrik, Subramanian et Trebbi (2004) essayent un large nombre de variables géographiques et trouvent que leur impact direct sur les revenus est soit non significatif soit non robuste.<sup>37</sup>Sachs (2003), encore une fois, montre que le climat, la malaria et la latitude ont des impacts directs sur les performances économiques.<sup>38</sup> Suivant RST nous choisissons comme variable géographique la distance à l'équateur d'un pays car leurs résultats indiquent pourquoi il existe de fortes corrélations entre cette variable géographique et les revenus par tête. Fondamentalement, c'est parce que les Européens n'étaient pas immunisés contre les maladies tropicales durant la période coloniale et ainsi les colonies tendaient à, toutes choses égales par ailleurs, à être créées dans des latitudes tempérées. Ainsi la création historique des institutions était corrélée avec la latitude. Cependant, selon les auteurs, il est facile de trouver une

---

<sup>37</sup>Rodrik, D., A. Subramanian, et F. Trebbi. 2004. Institutions rule: The primacy of institutions over geography and integration in economic development. *Journal of Economic Growth* 9, 131–165.

<sup>38</sup>Sachs, Jeffrey D. Institutions don't rule: direct effects of geography on per capita income. No. w9490. National Bureau of Economic Research, 2003.

relation entre la latitude et les revenus par tête si l'on ne considère pas le rôle des institutions économiques. Une fois que les effets des institutions sont proprement maîtrisés, cette relation disparaît. Il n'y a pas d'effet causal entre la géographie et la prospérité d'aujourd'hui selon eux, bien que la géographie ait pu être importante historiquement dans la mise en place des institutions.

Nous retiendrons deux variables pour considérer les impacts directs de la géographie sur les niveaux de revenu et indirect à travers les institutions et l'intégration. La première, est la distance à l'équateur. La seconde quant à elle, la couverture tropicale, est élaborée par Gallup et Sachs (2003)<sup>39</sup>

Frankel, J., et D. Romer (1999) qui construisent un index du commerce comme variable instrumentale pour l'impact du commerce sur les niveaux de revenu.<sup>40</sup> Alcalá et Ciccone (2002) montrent une justification que ce qu'ils appellent "la vraie ouverture" est une meilleure mesure pour l'intégration. Ils soutiennent que la part du problème des mesures conventionnelles de l'ouverture – commerce nominal divisé par le PIB/tête – peut conduire à des estimations de la productivité du commerce qui biaiserait les résultats.<sup>41</sup> Cette variable aurait pu paraître comme étant la plus appropriée pour servir d'instrument à la qualité institutionnelle cependant nous ne pouvons pas obtenir leur jeu de données donc il nous faudra nous contenter de l'instrument élaboré par Frankel et Romer (1999).

Selon AJR, les racines du sous-développement reposent dans des rencontres contrastées entre les colonisateurs mais comment expliquer que certains pays qui n'ont jamais été colonisés par les Européens sont à la fois parmi les plus riches et les plus pauvres des économies d'aujourd'hui? AJR (2001) proposent d'utiliser le taux de mortalité des colons comme variable instrumentale pour la qualité institutionnelle. Ils argumentent que le taux de mortalité des colons a eu un fort impact sur le type des institutions mises en place quand les constructions ont commencé sur les terres colonisées. Quand les colons ont rencontré peu de danger de l'environnement pour leur santé, ils ont érigé des institutions solides pour protéger les droits de propriété et établir le respect de la loi. Dans d'autres zones leur intérêt était seulement d'exploiter le maximum de ressources le plus rapidement possible et ils n'ont pas montré d'intérêt pour construire des institutions de haute qualité. Sous cette hypothèse, Acemoglu, Johnson et Robinson (2001) soutiennent que le taux de mortalité est donc un bon instrument pour la qualité institutionnelle.<sup>42</sup> Dans cette logique on retient aussi la proportion

---

<sup>39</sup>Sachs, Jeffrey D. Institutions don't rule: direct effects of geography on per capita income. No. w9490. National Bureau of Economic Research, 2003.

<sup>40</sup>Frankel, J. A., & Romer, D. (1999). Does trade cause growth?. *American economic review*, 89, 379-399.

<sup>41</sup>Rodrik, D., A. Subramanian, et F. Trebbi. 2004. Institutions rule: The primacy of institutions over geography and integration in economic development. *Journal of Economic Growth* 9, 131–165.

<sup>42</sup>Acemoglu, D., S. Johnson, and J. A. Robinson. 2001. The Colonial Origin of Comparative Development: An

d'Anglais et d'Européen dans les pays. Cette idée est inspirée de Hall et Jones (1998) qui utilisent ces variables comme instrument pour mesurer la qualité institutionnelle (à la place de la mortalité des colons). Enfin nous utilisons les indicateurs de gouvernance comme mesure de la qualité institutionnelle.<sup>43</sup> Bien que l'importance des institutions soit très largement détaillée dans la littérature il n'existe pas de consensus sur comment mesurer les institutions. Malgré le caractère subjectif des indices de gouvernance nous les considérons dans notre analyse pour trois raisons. Tout d'abord, ils sont disponibles pour un grand nombre de pays. Ensuite, la grande variété dans les sources de données tend à réduire toute erreur dans les comparaisons entre les pays. De plus, il est à considérer que les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale, relevant six dimensions de la gouvernance, sont une mesure adéquate de la qualité institutionnelle en ce qui concerne la relation de causalité des déterminants des performances économiques. Dans la prochaine section nous expliquerons ce choix pour la mesure de gouvernance puis nous pourrons commencer à décrire la structure théorique de notre modèle.

---

Empirical Investigation. *American Economic Review* 91(5): 1369–1401

<sup>43</sup>Hall, R. E., & Jones, C. I. (1999). Why do some countries produce so much more output per worker than others?. *The quarterly journal of economics*, 114(1), 83-116.



### **3. Mesurer la gouvernance**

#### 3.1. Les sources d'indicateurs de gouvernance

L'intérêt grandissant pour la notion de gouvernance se traduit par un nombre infini d'indicateurs élaborés par les chercheurs. Le choix d'un de ces indicateurs ne doit pas se faire à la légère car il implique de connaître les limites de chacun de ces indicateurs pour l'analyse économétrique. De nombreux travaux, notamment de l'OCDE et du programme des nations unies pour le développement, s'occupent de répertorier les indicateurs et leur possible utilisation économétrique. Cette section est consacrée à une vue d'ensemble sur les indicateurs de gouvernance les plus utilisés dans la littérature et sur le choix le plus rationnel pour notre analyse. L'annexe 1 représente un tableau récapitulatif fourni par la banque mondiale.<sup>44</sup> Il est utile de se référer aux indicateurs les plus utilisés, pour illustrer, avant de regarder plus précisément l'utilisation de l'un d'entre eux. Une première partie est donc destinée à une revue des bases de données les plus utilisées dans la littérature et à notre choix pour l'indicateur de gouvernance. Le guide des utilisateurs des indicateurs de gouvernance du programme des Nations Unies pour le développement établit un inventaire des sources d'indicateurs. Les quelques-uns qui sont décrits par la suite sont ceux qui se rapprochent le plus de notre cadre d'analyse et qui pourraient s'avérer utiles pour nous.

L'international country risk guide (ICR) collecte des renseignements sur diverses composantes du risque et les regroupe en un certain nombre d'indices. Les chiffres les plus faibles indiquent les risques les plus élevés. L'ICR compte sur les interprétations subjectives des experts des composantes spécifiques du risque qui déterminent un classement des pays. Les composants de cet indicateur couvrent :<sup>45</sup>

- la capacité du gouvernement à maintenir son autorité et à mener à bien ses engagements.
- les facteurs socio-économiques qui peuvent entraîner une instabilité dans la société
- les facteurs qui peuvent influencer les investissements par exemple comme le renforcement des contrats, les renforcements contre les risques d'expropriation, les retards dans les engagements contractuels
- les conflits politiques, la corruption et les conflits ethniques
- la qualité de l'administration
- le respect des lois et l'impartialité des pouvoirs juridiques

Ce regroupement de données a pour objectif de lier les dimensions subjectives et objectives

---

<sup>44</sup>Banque mondiale, un meilleur climat de l'investissement de tous, *Rapport sur le développement dans le monde*, 2005.

<sup>45</sup>Les composants de cet indicateur proviennent de Arndt, C. et Oman P. 2006. Governance indicators : uses and abuses, *Etudes du centre de développement de l'OCDE*

relatives au risque d'investissement. Cet indicateur regroupe des données annuelles de 140 pays et propose des anticipations sur cinq ans pour chacun des pays pris en compte. L'impossibilité de jauger les mesures d'erreurs relatives à la construction de cet indicateur tend à nous déconseiller son utilisation. De plus, des mesures basées sur le risque d'investissement ne prennent pas en compte toutes les dimensions de la qualité institutionnelle dont nous avons besoin pour notre analyse. Pour ces raisons nous ne retiendrons pas cet indicateur dans notre analyse.

L'indice de Perception de la Corruption (IPC) de Transparency International classe les pays en fonction du degré de corruption perçue dans les administrations publiques et la classe politique. C'est un indice composite, un sondage de sondages, faisant appel à des données sur la corruption tirées de sondages d'experts réalisés par divers organismes indépendants. Il reflète des points de vue du monde entier, dont celui des experts qui résident dans les pays évalués.

L'IPC de TI concentre son attention sur la corruption dans le secteur public et définit la corruption comme l'abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel. Les sondages utilisés pour établir l'IPC posent des questions en rapport avec l'abus d'un pouvoir officiel dans un intérêt personnel (par exemple, la corruption d'agents publics, les pots-de-vin dans le cadre de marchés publics, le détournement des fonds publics) ou des questions qui sondent la fermeté des politiques de lutte contre la corruption, incluant de ce fait la corruption administrative et la corruption politique.<sup>46</sup>

Nous ne retiendrons cependant pas cet indicateur pour des raisons identiques à celles données pour l'international country risk guide.

La base de données profit institutionnel, regroupant 365 variables relatives au champ institutionnel pour 85 pays, aurait pu être utilisée comme variable pour la qualité institutionnelle et donc pour la gouvernance. De par le nombre de variables qu'elle contient, une analyse en composantes principales peut permettre une analyse approfondie de la relation entre bonne gouvernance et performances économiques.<sup>47</sup> Cependant, son manque d'utilisation dans la littérature rend sa compréhension difficile et donc le choix de cette base de données pourrait conclure à des résultats biaisés.

Ainsi nous retiendrons l'indicateur de gouvernance de la banque mondiale élaboré par Kaufmann, Kraay et Zoido-Lobaton (1999). Ils définissent la gouvernance comme étant les traditions et les institutions à travers lesquelles l'autorité d'un pays est exercée, et organisent six sous-ensembles

---

<sup>46</sup>[http://www.transparency-france.org/ewb\\_pages/i/indice\\_de\\_perception\\_de\\_la\\_corruption644.php](http://www.transparency-france.org/ewb_pages/i/indice_de_perception_de_la_corruption644.php), consulté le 08/06/2014 à 21h59

<sup>47</sup>Meisel, N. et J. Ould Aoudia. 2008. L'insaisissable relation entre "bonne gouvernance" et développement, *Revue économique*, Vol. 59, No. 6

dans un indicateur de gouvernance agrégé. Ces sous-ensembles sont ensuite regroupés en trois groupes regroupant chacun deux indicateurs, comme expliqué ci-dessous.<sup>48</sup>

Groupe 1 : Processus d'élection, de surveillance et de remplacement d'un gouvernement par ces citoyens.

- Voix et stabilité : mécanismes et libertés civiles permettant au citoyen de participer à la vie politique de son pays.

- Stabilité politique : impressions sur la possible déstabilisation d'un gouvernement par des moyens allant à l'encontre de la loi.

Groupe 2 – Capacité gouvernementale à élaborer et mettre en place des politiques saines.

- Efficacité du gouvernement : Perceptions de l'indépendance des autorités publiques face aux pressions politiques et sur la qualité du service public, en bref sur la compétence du gouvernement en place.

- Qualité des régulations : perceptions sur la juste balance entre les excès de régulations et leur inexistence.

Groupe 3 – Respect pour la loi et les institutions politiques, économiques et sociales.

- Autorité la loi : Impressions sur l'élaboration d'un environnement équitable comme clé de voûte des interactions économiques, politiques et sociales au sein de la société.

- Contrôle de la corruption : Corruption perçue relative aux abus de pouvoirs des autorités politiques.

### 3.2.Méthodologie d'agrégation de Kaufmann et al (1999)

De nombreux indicateurs peuvent servir de variable proxy pour mesurer certaines dimensions de la gouvernance. L'objectif de l'agrégation est de regrouper ces indicateurs dans des dimensions prédéfinies de la gouvernance. De ce fait, de larges éventails de données individuelles peuvent être agrégés pour permettre des comparaisons de la gouvernance entre différents pays.

Kaufmann et al (1999) utilisent 35 indicateurs différents provenant de 13 sources, couvrant plus de 150 pays. Les sources de ces indicateurs et leurs définitions sont données en annexe A de leur travail<sup>49</sup>. Ils réunissent ces données en trois groupes, chacun représentant deux dimensions de la gouvernance (la classification de ces groupes a été détaillée précédemment). Puis les 31 indicateurs sont classés en fonction du groupe qu'il représente le mieux. Cependant, chaque indicateur ne correspond pas parfaitement au groupe auquel il est associé. Il est donc important de rappeler que chaque indicateur utilisé est une mesure imparfaite du concept de gouvernance correspondante. De

---

<sup>48</sup>Arndt, C., et Oman, P., 2006. Governance indicators : uses and abuses, *Etudes du centre de développement de l'OCDE*

<sup>49</sup> Kaufmann, D., A. Kraay, and P. Zoido-Lobaton. 1999. Governance Matters. *World Bank Working Paper* 2196. Washington, DC: World Bank.

plus, les sources diffèrent dans leur nature. La moitié correspond à des enquêtes faites sur les résidents des pays de l'échantillon, l'autre moitié correspond à des sondages d'experts qui notent les pays selon des critères divers et variés. L'interprétation de l'erreur dépendra donc de la nature de la source. Enfin, il existe des preuves évidentes que la moyenne de gouvernance est plus élevée dans les pays riches donc, sachant que la couverture des 35 indicateurs est différente pour chacun d'entre eux, la distribution de la gouvernance calculée sera différente pour chaque indicateur. Ces différences doivent être prises en compte lorsqu'on dispose les indicateurs sur une échelle commune. L'annexe 1 montre les corrélations entre les indicateurs utilisés pour les pondérations, une fois placés dans le groupe correspondant à la dimension de la gouvernance qu'ils mesurent. Les hauts niveaux de corrélation tendent à confirmer que ces indicateurs ont bien été regroupés.<sup>50</sup>

Les auteurs utilisent un modèle à composantes inobservables. Ils expriment les données observables comme étant une fonction linéaire de la gouvernance inobservée à laquelle on ajoute un terme d'erreur capturant les erreurs de mesures. Ces erreurs peuvent provenir de l'erreur de perception, que nous expliquerons dans la prochaine partie de ce travail, ou d'une erreur d'échantillonnage. L'avantage principal de cette méthode est qu'elle permet d'obtenir les variances estimées du terme d'erreur pour chaque dimension agrégée de l'indicateur.<sup>51</sup>

Suivant Hall et Jones (1999) les auteurs établissent la spécification suivante :

$$(1) y_j = \alpha_1 + \beta_1 g_j + u_j$$

Où  $y_j$  représente le PIB par tête en termes de parité du pouvoir d'achat,  $g_j$  représente la gouvernance calculée et  $u_j$  est le terme d'erreur. L'erreur peut provenir des erreurs de mesures de  $y_j$  mais aussi des déterminants des différences entre pays qui sont exclues dans cette spécification. Cela signifie que si nous estimons cette équation par une méthode des moindres carrés ordinaires, nous aurons un biais relatif à l'omission de certaines variables lors de la spécification.

De plus, la gouvernance n'est pas distribuée aléatoirement. Elle dépend de l'histoire politique et sociale d'un pays. De ce fait, les auteurs écrivent la gouvernance comme une fonction des niveaux de revenu et d'un éventail de variables additionnelles telles que :

$$(2) g_j = \gamma + \delta \cdot y_j + \theta \cdot x_j + v_j$$

De plus, nous savons que les sondages et les enquêtes ne donnent pas une mesure parfaite de la

<sup>50</sup> Kaufmann, D., Kraay, A., & Zoido-Lobaton, P. (1999). *Aggregating governance indicators* (Vol. 2195). World Bank Publications.

<sup>51</sup> Arndt, C., et Oman, P., 2006. Governance indicators : uses and abuses, *Etudes du centre de développement de l'OCDE*

gouvernance. Ainsi, nous pouvons écrire :

$$(3) g_j^* = g_j + w_j$$

Où  $g_j^*$  représente la gouvernance agrégée,  $w_j$  représente le terme d'erreur et  $g_j$  est la « vraie » gouvernance. Lorsqu'on substitue l'équation (3) dans l'équation (1) on obtient l'équation principale de Kaufmann et al (1999) :

$$y(j,k) = \alpha(k) + \beta(k) \cdot (g(j) + \varepsilon(j,k))$$

Où :

-  $j$  représente le pays  $j = 1, 2, \dots, J$

-  $k$  est l'indicateur pris en compte  $k = 1, 2, \dots, K$

-  $g(j)$  est la « vraie » gouvernance, non observée du pays  $j$

-  $\varepsilon(j,k)$  est le terme d'erreur.

-  $\alpha(k)$ ,  $\beta(k)$  sont les coefficients pour récupérer, avec le terme d'erreur, la gouvernance non observée dans les observations.

-  $\sigma_\varepsilon^2(k)$  : variance des termes d'erreurs de l'indicateur  $k$ . Cette variance est commune à tous les pays de l'échantillon.

Plusieurs hypothèses concernant ce modèle doivent être définies :

(1) Concernant le terme d'erreur :

$$-E[\varepsilon(j,k)] = 0 \quad \forall j,k$$

$$- \text{Var}[\varepsilon(j,k)] = E[\varepsilon^2(j,k)] - E[\varepsilon(j,k)]^2 = E[\varepsilon(j,k)] = \sigma_\varepsilon^2 \quad \forall j,k$$

$$- \text{Cov}(\varepsilon_t, \varepsilon_{t'}) = 0 \quad \forall t$$

(2) La relation est linéaire entre la gouvernance non observée et les indicateurs observés.

(3)  $g(j)$  et  $\varepsilon(j,k)$  ont une distribution normale conjointe.

(4)  $g(j)$  et  $\varepsilon(j,k)$  sont statistiquement indépendant.

Le « vrai » niveau de gouvernance de chaque groupe, pour un pays donné, n'est cependant pas connu. De ce fait, la volonté des auteurs est d'estimer ce « vrai » niveau de gouvernance à partir des résultats obtenus pour chaque indicateur composant les groupes. Ces indicateurs sont ensuite agrégés pour obtenir le « vrai » niveau de gouvernance de chaque groupe. Pour cela, il faut avant tout calculer les estimations de  $\alpha(k)$ ,  $\beta(k)$  et  $\sigma_\varepsilon(k)$ . Les auteurs obtiennent ces résultats grâce à une estimation par maximum de vraisemblance pour chacun de ces termes. Une fois ces estimations obtenues ces derniers entament la procédure d'agrégation. Dans celle-ci, les pondérations,  $p(k)$ , de chacun des indicateurs et la variance de ces indicateurs, sont inversement proportionnelles. Les pondérations sont obtenues grâce à la formule suivante :

$$p(k) = \frac{\sigma_{\varepsilon}^2(k)^{-2}}{1 + \sum_{k=1}^{K(j)} \sigma_{\varepsilon}^2(k)^{-2}}$$

Selon cette formule, les indicateurs qui obtiennent un résultat semblable à ceux des autres indicateurs auront une variance (i.e.  $\sigma_{\varepsilon}^2(k)$ ) estimée faible et inversement pour ceux qui ne sont pas corrélés aux autres. En effet, la corrélation des résultats est due à la définition commune du concept de gouvernance que captent ces indicateurs et non à une corrélation des erreurs de perceptions. Ainsi les indicateurs fortement corrélés auront une pondération plus importante que les autres. Ensuite les auteurs établissent la « vraie » gouvernance comme étant une moyenne des pondérations, réajustées selon la formule suivante :

$$E[g(j) / y(j), \alpha, \beta] = \sum_{k=1}^{K(j)} p(k) \cdot \frac{y(j,k) - \alpha(k)}{\beta(k)}$$

Suite à ces réajustements les auteurs obtiennent une moyenne de gouvernance pour chaque pays de l'échantillon allant de -2.5 à 2.5. Ces indicateurs de gouvernance ont été établis la première fois pour l'année 1996. Puis chaque année depuis, les auteurs réajustent leurs résultats en fonction des nouvelles données disponibles<sup>52</sup>. De ce fait, nous disposons d'une base de données regroupant les moyennes de gouvernance de plus de 150 pays pour les années allant de 1996 à 2011. C'est ces moyennes que nous utiliserons comme indicateur de gouvernance dans notre analyse.

### 3.3. Les limites des indicateurs de gouvernance basés sur la perception

Même s'il paraît pratique d'avoir des indicateurs composites de mesure de la gouvernance, il serait déraisonnable d'accepter ses données comme telles sans avoir au préalable fait un compte rendu des limites qu'elles peuvent engendrer. En effet, des mesures basées sur des perceptions peuvent engendrer des difficultés. Tout d'abord, même si les perceptions sont influencées par l'environnement institutionnel, elles sont aussi endogènes à de nombreux autres facteurs de l'activité économique et humaine.<sup>53</sup> Ainsi, les sujets sont plus à même de bien noter la qualité institutionnelle ou l'efficacité de leur gouvernement lorsqu'ils traversent une période de crise et nombreux sont les cas qui peuvent attester de cette hypothèse. Cependant, cette limite est une limite d'endogénéité et la

<sup>52</sup> Governance matters 1 à 8 et publications annexes sur le site de la banque mondiale.

<sup>53</sup>Rodrik, D. 2004, Getting institutions Right, Unpublished working paper, Harvard University, Cambridge, MA.

littérature économétrique permet de passer outre de cette difficulté grâce à l'utilisation de variables instrumentales. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette littérature lorsque nous expliquerons le modèle structurel de notre analyse économétrique et le choix de nos variables. D'autres difficultés relatives à l'utilisation des "worldwide governance indicators" sont cependant plus sérieuses et nécessitent une attention supplémentaire de notre part.

Les auteurs ayant élaboré ces indicateurs sont conscients de leurs limites. Tout d'abord, les perceptions doivent être interprétées dans le contexte d'une culture particulière. Noter la bonne gouvernance dépend de la perception individuelle de ce qu'est une bonne gouvernance. Sur ce sujet il est fort à penser que deux cultures différentes ne partagent pas la même notion de ce que doit être une bonne gouvernance. De plus, les enquêtes sur la gouvernance demandent du temps et de l'argent. De ce fait, les résultats couvrent une plus faible proportion de pays comparés aux analyses des experts.<sup>54</sup>

Christiane Arndt et Charles P. Oman, dans leur analyse très détaillée des indicateurs de gouvernance, dénombrent quatre sujets de préoccupation relatifs à l'utilisation erronée des indicateurs de gouvernance élaborés par la banque mondiale : la possible dérogation à l'hypothèse de non-corrélation des erreurs, le manque de comparabilité dans le temps, le biais d'échantillonnage et le manque de transparence.<sup>55</sup> De plus, il faut ajouter à cela l'analyse faite par Dany Rodrik<sup>56</sup> notant que l'utilisation de sondage, basés sur la perception, ne nous en apprend pas plus sur l'effectivité relative de l'institution mesurée.

Malgré ces limites les indicateurs de gouvernance de la banque mondiale sont ceux qui semblent être le plus utilisés par les chercheurs. Conscients des limites de tels indicateurs, ils mettent cependant l'accent sur la nécessité d'être toujours plus exigeant dans l'élaboration et l'agrégation de données, et relativisent leurs conclusions. Cependant, ces indicateurs constituent un élément d'analyse indispensable pour étudier les relations entre la gouvernance et les performances économiques.

Ainsi suivant les travaux de De Prabir (2010), Rodrik Subramanian et Trebbi (2004), et Busse et al (2007), et les théories sur l'évolution institutionnelle vus dans la première partie de ce travail, nous choisissons de retenir ces indicateurs de gouvernance comme mesure de la qualité des institutions

---

<sup>54</sup>Kaufmann, D., A. Kraay, and P. Zoido-Lobaton. 1999. Governance Matters. *World Bank Working Paper* 2196. Washington, DC: World Bank.

<sup>55</sup>Arndt, C. et C.P. Oman, 2006. Governance indicators : uses and abuses, *Etudes du centre de développement de l'OCDE*

<sup>56</sup>Rodrik, D. 2004, Getting institutions Right, Unpublished working paper, Harvard University, Cambridge, MA.

politiques, économiques et sociales. De ce fait, nous pourrions voir les effets d'une bonne gouvernance sur les performances d'un pays, et vérifier des résultats vus dans la littérature, grâce à une analyse économétrique, avec des données de panel, expliquée dans la prochaine section.



## **4. Modélisation économétrique pour estimer l'impact d'une bonne gouvernance sur les performances économiques**

### 4.1. Structure du modèle

Nous avons étudié précédemment les relations de causalité qui lient les déterminants théoriques des performances économiques. Le problème qui se pose à nous est que les variables expliquant les performances économiques sont endogènes. En termes économétriques, cela signifie que nos variables explicatives sont corrélées. De plus, le problème théorique de double simultanéité implique que le PIB a un impact sur la qualité institutionnelle et sur l'intégration. En réponse à cela nous savons qu'une régression par les doubles moindres carrés permet de résoudre ce problème.

Dans le cas de l'utilisation de données en coupe transversale, un seul indice est nécessaire pour indexer les variables : 'i' pour les variables concernant un individu, ou 't' pour les variables représentant une année. Les données de panel nécessitent quant à elles une double indexation car nous disposons de données sur le pays 'i' à la date 't'. Dans le cadre de l'utilisation de ce type de données il nous faut établir que nous disposons d'un panel non cylindré, c'est-à-dire que notre base de données est incomplète dans le sens où il nous manque des données temporelles pour certaines variables. Nos observations regroupent 59 pays sur 16 ans, commençant en 1996 et finissant en 2011. De ce fait, nous disposons en théorie de  $59 \times 16 = 944$  observations par variables. Pour chaque pays 'i' nous connaissons la moyenne de gouvernance, et le PIB par tête PPA, pour l'année 't'. La liste des pays composant notre échantillon est donnée en annexe 5. De plus, nous disposons de nombreuses variables instrumentales. Ces variables sont relatives au pays 'i' mais ne changent pas selon les années (le choix de ces variables ayant été expliqué en seconde partie de ce travail). Considérant cela, nous devons utiliser la méthodologie relative aux données de panel.

La perspective de notre analyse est de regarder si avec l'utilisation de données de panel, nous obtenons les mêmes résultats que les chercheurs qui n'utilisent pas ce type de données. Une comparaison de ces différents résultats pourrait apporter des pistes pour l'analyse des déterminants des performances économiques. Ce choix nous permet de pallier le manque de données pour certaines variables selon les pays.

Notre panel est constitué à partir de plusieurs sources que nous allons détailler à présent pour chacune des données en nous efforçant de donner une définition parcimonieuse de chacune des

variables.

GOUV : mesures de la gouvernance de plus de 150 pays, pour les années allant de 1996 à 2011. Ces mesures sont comprises entre -2.5 et 2.5. Source : Kaufmann, Kraay et Zoido-Lobaton (2010).

DISTEQ : Distance entre l'équateur et la capitale du pays mesurée comme étant  $\text{abs}(\text{Latitude})/90$ . Source : Banque mondiale (2002).

PIB : PIB par tête en termes de parité du pouvoir d'achat pour les années allant de 1996 à 2011. Source : Banque mondiale

ENGLISH FRAC : Fraction de la population parlant anglais. Source : Hall et Jones (1999)

EURFRAC : Fraction de la population parlant une langue majeure européenne (français, allemand, espagnol, ou portugais). Source : Hall et Jones (1999)

LNOPEN : Logarithme de l'ouverture. L'ouverture est calculée comme étant le ratio des imports plus les exports nominaux sur le PIB. Source : Banque mondiale.

TROPICS : Pourcentage de la surface du pays situé en zone tropicale. Source : Gallup et Sachs (1998).

LOGFR : Logarithme des parts commerciales pondérées. Source : Frankel et Romer (1999)

Les statistiques comparatives de nos variables sont données en annexe 6. Nous pouvons y constater qu'il nous manque : 194 observations pour la variable 'gouv', 16 observations pour la variable 'lnopen', 80 observations pour la variable 'tropics' et 48 observations pour la variable 'logfr'. Encore une fois, ce manque de données n'est pas pénalisant si nous utilisons la méthodologie relative aux données de panel. Cependant, ne disposant pas des compétences nécessaires pour effectuer ce type d'analyse, il nous faudra prendre en compte ce manque de données lors de l'analyse de nos résultats.

Suite aux relations de causalité qui lient les déterminants théoriques des performances économiques établies en seconde partie de ce travail, nous pouvons établir l'équation, très parcimonieuse, suivante :

$$(1) \log y_{i,t} = \alpha + \beta_i \text{INST}_{i,t} + \beta_j \text{INT}_{i,t} + \beta_h \text{GEO}_{i,t} + \varepsilon_{i,t}$$

Où  $y$  représente le PIB par tête, en termes de parité du pouvoir d'achat, du pays  $i$  à la date  $t$ . INST est la mesure des institutions soit l'indicateur de gouvernance établie par la banque mondiale. INT est la mesure de l'intégration pour laquelle nous avons retenu le logarithme de l'ouverture. GEO est un vecteur de variables géographiques ayant un impact direct sur les niveaux de revenu. Et  $\varepsilon$  est le terme d'erreur.

Le problème de double simultanéité implique que notre variable expliquée a un impact significatif sur certaines de nos variables explicatives (INSTI et INT). Ce problème justifie l'utilisation de variables instrumentales et, précédemment, nous avons expliqué nos choix pour les instruments selon la littérature. De plus, nous avons aussi vu les relations de causalité qui lient nos variables explicatives. L'utilisation de la méthode des doubles moindres carrés s'impose dans cette situation. De ce fait, l'équation (1) représente notre équation principale qui ne sera estimée que dans un second temps. Dans un premier temps nous régresserons les variables INST et INT pour remédier à la double causalité.

Ainsi suivant Rodrik, Subramanian et Trebbi nous écrivons :<sup>57</sup>

$$(2) \text{INSTI}_{i,t} = \delta_1 + \delta_2 \text{SM} + \delta_3 \text{FR} + \delta_4 \text{GEO} + \varepsilon_{\text{INSTI}_{i,t}}$$

$$(3) \text{INT}_{i,t} = \gamma_1 + \gamma_2 \text{SM} + \gamma_3 \text{FR} + \gamma_4 \text{GEO} + \varepsilon_{\text{INT}_{i,t}}$$

Ne disposant pas des outils nécessaires pour mener à bien une telle étude liant, données de panel, variables instrumentales et double régression des moindres carrés, nous nous contenterons de réaliser la première étape. Ainsi, nous réaliserons une régression suivant la méthode des moindres carrés ordinaires sur les équations (2) et (3) et expliquerons ensuite la suite théorique de l'analyse. Si nos résultats s'avèrent significatifs nous pourrions conclure que notre analyse est sur la bonne voie et que le choix de sa structure permettra bien d'estimer les effets d'une bonne gouvernance sur les performances économiques. La matrice des corrélations, annexe 2, semble cependant indiquée que nos variables sont fortement corrélées et que leur choix semble donc vérifié, même si nous ne pouvons justifier de tels résultats

## 4.2.Résultats

Nous disposons de deux variables qui pourraient servir d'instrument pour mesurer la qualité institutionnelle : le taux de mortalité des colons et un vecteur de deux variables relatives à la proportion de la population parlant des langues européennes. Ainsi nous estimons tout d'abord l'équation (2) en utilisant le taux de mortalité des colons comme instrument pour la qualité institutionnelle. Les résultats de cette estimation sont donnés par la table 1. Puis nous ré estimerons cette équation en utilisant nos deux variables linguistiques à la place du taux de mortalité des colons. Les résultats, donnés par la table 2, nous permettront de comparer lequel de ces instruments est le plus approprié pour mesurer les effets de la qualité institutionnelle.

<sup>57</sup>Rodrik, D., A. Subramanian, et F. Trebbi. 2004. Institutions rule: The primacy of institutions over geography and integration in economic development. *Journal of Economic Growth* 9, 131–165.

Table 1 : Résultats par MMCO de l'équation (3)  
avec utilisation de la variable « mortalité des colons »

Model 1 : Pooled OLS, using 687 observations  
Included 54 cross-sectional units  
Time-series length: minimum 12, maximum 13  
Dependent variable: gouv

|                    | <i>Coefficient</i> | <i>Std. Error</i>  | <i>t-ratio</i> | <i>p-value</i> |     |
|--------------------|--------------------|--------------------|----------------|----------------|-----|
| const              | -0.757045          | 0.147929           | -5.1176        | <0.00001       | *** |
| disteq             | 0.039244           | 0.00329521         | 11.9094        | <0.00001       | *** |
| tropics            | -0.313272          | 0.123763           | -2.5312        | 0.01159        | **  |
| SM                 | 0.00105979         | 0.000277829        | 3.8145         | 0.00015        | *** |
| Mean dependent var | 0.389420           | S.D. dependent var |                | 1.065925       |     |
| Sum squared resid  | 374.6782           | S.E. of regression |                | 0.740660       |     |
| R-squared          | 0.519293           | Adjusted R-squared |                | 0.517181       |     |
| F(3, 683)          | 245.9408           | P-value(F)         |                | 3.5e-108       |     |
| Log-likelihood     | -766.5581          | Akaike criterion   |                | 1541.116       |     |
| Schwarz criterion  | 1559.246           | Hannan-Quinn       |                | 1548.130       |     |
| rho                | 0.459286           | Durbin-Watson      |                | 1.014646       |     |

Source : auteur

Nous ne disposons que de 687 observations pour ce modèle. En effet, n'utilisant pas la méthodologie relative aux données de panel, le logiciel économétrique « gretl » ne considère pas les années pour lesquelles nous avons au moins une donnée manquante. Cependant, 687 observations sont suffisantes pour réaliser notre estimation.

En effectuant une première estimation nous trouvons que la variable instrumentale de Frankel et Romer (1999) utilisée comme mesure de l'intégration n'est pas significative ce qui tend à faire penser que le commerce n'exerce pas d'effet significatif sur la qualité institutionnelle. Ces résultats ne correspondent pas à l'analyse théorique faite précédemment qui insistait sur les effets de l'intégration sur la gouvernance. De ce fait, ce modèle ne semble pas approprié. Les résultats présentés par la table 1 sont ceux obtenus une fois la variable 'loffFR' enlevée du modèle. Le test de Student, qui vérifie la significativité d'une variable, est accepté pour toutes nos variables. Le test de significativité globale du modèle (test de Fisher) est lui aussi accepté et nous trouvons un  $R^2$  égal à 0.51. Toutes ces indications pourraient faire penser que ce modèle est un bon modèle pour estimer les effets de l'intégration et de la géographie sur la qualité institutionnelle. Cependant, nous trouvons que l'ouverture n'exerce pas d'effet direct significatif sur la qualité institutionnelle. De ce fait, nous ré estimons l'équation (2) avec cette fois nos deux variables linguistiques à la place de la variable

'moralité des colons' (i.e. SM)

Table 2 : Résultats par MMCO de l'équation (3)  
avec utilisation des deux variables relatives à la langue

Model 2: Pooled OLS, using 713 observations  
Included 56 cross-sectional units  
Time-series length: minimum 12, maximum 13  
Dependent variable: gouv

|                    | <i>Coefficient</i> | <i>Std. Error</i>  | <i>t-ratio</i> | <i>p-value</i> |     |
|--------------------|--------------------|--------------------|----------------|----------------|-----|
| const              | -1.77556           | 0.148322           | -11.9710       | <0.00001       | *** |
| disteq             | 0.0413141          | 0.00169579         | 24.3628        | <0.00001       | *** |
| Englishfrac        | 0.850633           | 0.131792           | 6.4544         | <0.00001       | *** |
| Eurfrac            | 0.486617           | 0.0652208          | 7.4611         | <0.00001       | *** |
| logfrankromr       | 0.197002           | 0.0496237          | 3.9699         | 0.00008        | *** |
| Mean dependent var | 0.415530           | S.D. dependent var |                | 1.057621       |     |
| Sum squared resid  | 318.7997           | S.E. of regression |                | 0.671031       |     |
| R-squared          | 0.599707           | Adjusted R-squared |                | 0.597445       |     |
| F(4, 708)          | 265.1760           | P-value(F)         |                | 3.7e-139       |     |
| Log-likelihood     | -724.7497          | Akaike criterion   |                | 1459.499       |     |
| Schwarz criterion  | 1482.347           | Hannan-Quinn       |                | 1468.324       |     |
| rho                | 0.393727           | Durbin-Watson      |                | 1.153812       |     |

Source : auteur

En utilisant les variables relatives à la langue nous trouvons des résultats plus satisfaisants ce qui semble confirmer la logique de Hall et Jones (1999). En effet, toutes nos variables sont significatives, y compris la constante, et passent donc le test de Student. De plus, le test de Fisher est accepté pour le modèle et nous trouvons un  $R^2$  supérieur à celui obtenu précédemment. De ce fait, nous nous demandons si ce sont bien ces variables qu'il nous faut retenir pour mesurer l'impact que les Européens ont eu sur les institutions. Pour vérifier cela nous allons estimer l'équation (3) de manière analogue à celles de l'équation (2). Ces résultats seront donnés par les tables 3 et 4.

Table 3 : Résultats par MMCO de l'équation (4)  
avec utilisation de la variable « mortalité des colons ».

Model 6: Pooled OLS, using 864 observations  
Included 54 cross-sectional units  
Time-series length = 16  
Dependent variable: Inopen

|                    | <i>Coefficient</i> | <i>Std. Error</i>  | <i>t-ratio</i> | <i>p-value</i> |     |
|--------------------|--------------------|--------------------|----------------|----------------|-----|
| const              | -3.97893           | 0.115733           | -34.3803       | <0.00001       | *** |
| SM                 | -0.000348576       | 0.00018357         | -1.8989        | 0.05792        | *   |
| logfrankromr       | 0.559352           | 0.0330257          | 16.9369        | <0.00001       | *** |
| disteq             | 0.0321566          | 0.00233572         | 13.7673        | <0.00001       | *** |
| tropics            | 0.408439           | 0.0832124          | 4.9084         | <0.00001       | *** |
| Mean dependent var | -1.101769          | S.D. dependent var |                | 0.834351       |     |
| Sum squared resid  | 250.4230           | S.E. of regression |                | 0.539934       |     |
| R-squared          | 0.583163           | Adjusted R-squared |                | 0.581222       |     |
| F(4, 859)          | 300.4395           | P-value(F)         |                | 1.5e-161       |     |
| Log-likelihood     | -690.9649          | Akaike criterion   |                | 1391.930       |     |
| Schwarz criterion  | 1415.738           | Hannan-Quinn       |                | 1401.042       |     |

Source : auteurs

Table 4 : Résultats par MMCO de l'équation (3)  
avec utilisation des deux variables relatives à la langue

Model 4: Pooled OLS, using 864 observations  
Included 54 cross-sectional units  
Time-series length = 16  
Dependent variable: Inopen

|                    | <i>Coefficient</i> | <i>Std. Error</i>  | <i>t-ratio</i> | <i>p-value</i> |     |
|--------------------|--------------------|--------------------|----------------|----------------|-----|
| const              | -4.718             | 0.110458           | -42.7130       | <0.00001       | *** |
| logfrankromr       | 0.684204           | 0.0315169          | 21.7091        | <0.00001       | *** |
| disteq             | 0.0343022          | 0.00204867         | 16.7436        | <0.00001       | *** |
| tropics            | 0.48014            | 0.0726391          | 6.6099         | <0.00001       | *** |
| Englishfrac        | 0.603425           | 0.0830313          | 7.2674         | <0.00001       | *** |
| Eurfrac            | 0.456467           | 0.0423699          | 10.7734        | <0.00001       | *** |
| Mean dependent var | -1.101769          | S.D. dependent var |                | 0.834351       |     |
| Sum squared resid  | 190.2029           | S.E. of regression |                | 0.470831       |     |
| R-squared          | 0.683401           | Adjusted R-squared |                | 0.681556       |     |
| F(5, 858)          | 370.4112           | P-value(F)         |                | 2.0e-211       |     |
| Log-likelihood     | -572.1389          | Akaike criterion   |                | 1156.278       |     |
| Schwarz criterion  | 1184.847           | Hannan-Quinn       |                | 1167.213       |     |

Source : auteur

Les estimations de l'équation (3) donnent des résultats similaires à celles de l'équation (2). En effet, la variable 'taux de mortalité des colons' n'est significative qu'à 10% dans l'équation (3). De plus, nous trouvons que le modèle (4) explique 10% des variations en plus que le modèle (3) c'est-à-dire que nous avons un  $R^2= 0.58$  pour le modèle 3 contre  $R^2= 0.68$  pour le modèle 4.

De ce fait, nos résultats indiquent que l'utilisation de deux variables relatives à la langue semble plus appropriée que celle de la variable concernant le taux de mortalité des colons. Cependant, quelque soit le choix de l'instrument pour mesurer la qualité institutionnelle nous obtenons des résultats significatifs. De plus, nous avons utilisé une méthode des moindres carrés ordinaires donc même si les tests de significativité des coefficients, test de Student, et de significativité globale du modèle, test de Fisher, donnent de bons résultats il faut prendre ces résultats avec précaution car ils sont biaisés du fait de la non-prise en compte des données manquantes. L'utilisation de données de panel permet d'utiliser des bases de données avec des données manquantes. Joindre l'utilisation de données de panel à une double régression par les moindres carrés, avec l'utilisation de variables instrumentales, pourrait permettre d'obtenir de meilleur résultat.

Il est intéressant de comparer ces résultats à ceux obtenus par les chercheurs. Bien que notre modèle soit largement inspiré de Rodrik, Subramanian et Trebbi (2004), l'originalité de ce travail était de concevoir une approche économétrique utilisant des données de panel pour établir les poids des déterminants des performances économiques et en particulier les effets de la bonne gouvernance sur celles-ci. Bien que nous ayons expliqué les limites de l'analyse de nos résultats, le fait qu'il soit significatif, à un certain niveau, nous laissent penser que notre analyse est sur la bonne voie. Il serait donc intéressant de poursuivre cette analyse, c'est-à-dire de finir la double régression des moindres carrés, pour vérifier si nos résultats confirment ceux des auteurs et donc si l'utilisation de données de panel est appropriée pour l'étude des effets de la bonne gouvernance sur les performances économiques. Nous faisons l'hypothèse que le modèle que nous avons présenté n'est pas identique pour tous les pays. L'estimation des paramètres se réalise donc à l'aide des modèles à effets individuels. Cela signifie que les coefficients associés aux variables explicatives sont identiques pour tous les pays étudiés mais nous ne savons pas si la constante du modèle est différente d'un pays à l'autre. De ce fait, nous distinguons deux types de modèles à effets individuels:

- Les modèles à effets individuels fixes : les effets individuels, captés par la constante du modèle, sont spécifiques à chaque individu.
- Les modèles à effets individuels aléatoires : les effets individuels, captés par la constante du modèle, représentent l'ensemble des spécificités de la variable expliquée, différent de façon aléatoire selon les individus.

Établir auquel de ces deux types notre modèle correspond permettrait d'en savoir plus sur les effets d'une bonne gouvernance sur les performances économiques.

De plus, considérant les travaux de Busse et al (2007) et de De Parabir (2010), il paraît important de prendre en compte les chemins de dépendance, expliqués en première partie. Si l'on en croit cette hypothèse, il faudrait considérer notre processus comme étant dynamique. Ainsi cela signifie que le PIB qu'un pays a à la date  $t-1$  a un impact sur le PIB à l'année  $t$  et ainsi de suite.

Ainsi, cette étude est loin d'avoir atteint sa maturité. De nombreuses étapes seront nécessaires pour affiner notre analyse mais nos résultats sont encourageants d'une certaine façon car ils correspondent à ceux trouvés dans la littérature.



## 5. Conclusion : Quel avenir pour la gouvernance mondiale.

Nous avons essayé de trouver un nouveau modèle permettant de montrer l'importance d'une bonne gouvernance pour les performances économiques en utilisant des données de panel mais notre incapacité à analyser un tel modèle ne nous permet pas de parvenir à des conclusions. Cependant, les travaux des chercheurs ont déjà mis en avant cette relation avec des méthodes diverses. Kaufmann et al (1999)<sup>58</sup> montrent que la gouvernance joue un rôle significatif sur les performances économiques en utilisant une analyse par composants inobservés. Méon et Weill (2005) utilisent une méthode basée sur les frontières d'efficiences pour montrer qu'une meilleure gouvernance entraîne une plus grande efficacité des techniques de production. De plus, de nombreux travaux tendent à montrer qu'une coopération internationale peut engendrer de meilleures performances dans la qualité de gouvernance. Sur ce thème, les travaux de Dixit (2005)<sup>59</sup> sur la théorie des clubs sont novateurs. D'autres travaux, comme Owen<sup>60</sup> (2011) qui montre que l'intégration asiatique a permis une amélioration des systèmes de gouvernance tout comme le cas européen, vont aussi dans ce sens. Le rapport Stiglitz<sup>61</sup>, initié par l'Organisation des Nations Unies, ré ouvre le débat sur la nécessité d'une gouvernance internationale. Pour ne pas commettre d'erreur dans ce sens il nous est nécessaire de comprendre ce qui a bien marché. Plus on comprend notre évolution et nos erreurs, plus nous avançons vers la prospérité. Comprendre les processus de gouvernance, ses déterminants, et les forces en place, nous permettent d'établir des systèmes de valeurs dans nos croyances. Au fur et à mesure que nous avançons ces croyances évoluent et se construisent. L'espèce humaine est encore un enfant qui apprend de ses erreurs et plus nous apprenons de nos erreurs plus nous grandissons. Viendra un jour où notre espèce sera adulte et où nous saurons ce qui est bon pour nous. En attendant, il nous faut continuer à apprendre. Les anciens nous laissent des traces, le passé nous trace des chemins possibles pour le futur et c'est à nous de choisir quel chemin nous allons emprunter. Les avancées des chercheurs et l'augmentation des conférences internationales, comme celle de Rio ou des objectifs du millénaire pour le développement, nous laissent un message d'espoir pour le futur de l'homme.

---

<sup>58</sup>Kaufmann, D., A. Kraay, and P. Zoido-Lobaton. 1999. Governance Matters. *World Bank Working Paper* 2196. Washington, DC: World Bank.

<sup>59</sup>Dixit, A. 2003. Clubs with entrapment. *The American Economic Review*, Vol. 93, No. 5 (Dec., 2003), pp. 1824-1829

<sup>60</sup>Owen, R.F. July 2011. Governance and Economic Integration : Stakes for Asia. *ADB Working paper*, No. 425, May 2013

<sup>61</sup> Stiglitz J., et al (2010) Le rapport Stiglitz : pour une vraie réforme du système monétaire international après la crise mondiale, édition Babel

# ANNEXES

## Annexe 1 : Sources des indicateurs du climat d'investissement

### Other sources of investment climate-related indicators—selected examples

| Index                            | Publisher  | Sample   | Assessment   |
|----------------------------------|--|--|--|
| Business Risk Service            | Business Environment Risk Intelligence<br>www.beri.com           | Country risk in 50 countries based on evaluation of 3 sub-categories. Updated trimestrally.                      | Assessments by in-house experts  |
| Country Credit Ratings           | Euromoney Institutional Investor<br>www.euromoneyplc.com         | Credit ratings of 151 countries based on nine areas of country risk. Updated semi-annually.                      | Surveys of outside financial and investment analysts.  |
| Country Risk Indicators          | World Markets Research Center<br>www.wmrc.com                    | Country risk in 186 countries based on evaluation of 6 risk factors. Updated daily.                              | Assessments by in-house experts  |
| Country Risk Service             | Economist Intelligence Unit<br>www.eiu.com                       | Country risk in 100 emerging economies and 6 regions based on evaluation of 13 risk attributes. Updated monthly. | Assessments by in-house experts  |
| Economic Freedom of the World    | Fraser Institute<br>www.freetheworld.com                         | Freedom from government regulation in 123 countries covering 8 areas. Updated annually.                          | Assessments by in-house experts and existing surveys, including GCR and ICRG.                            |
| FDI Confidence Index             | A. T. Kearney<br>www.atkearney.com                               | Attractiveness of 62 countries to FDI. Updated annually.   | Surveys of 1,000 multinational company CEOs  |
| Global Competitiveness Report    | World Economic Forum<br>www.weforum.org                          | Competitiveness of 102 countries. Updated annually.  | Surveys of executives of local and global companies  |
| Global Risk Service              | Global Insight<br>www.globalinsight.com                          | Country risk in 117 countries based on an evaluation of 51 risk attributes. Updated quarterly.                   | Assessments by in-house experts  |
| Index of Economic Freedom        | Heritage Foundation<br>www.heritage.org                          | Freedom from government regulation in 142 countries, based on evaluation of 10 factors. Updated annually.        | Assessments by in-house experts  |
| International Country Risk Guide | Political Risk Services International<br>www.prsgroup.com        | Country risk in 140 countries based on evaluation of 22 variables in 3 sub-categories. Updated monthly.          | Assessments by in-house experts  |
| World Competitiveness Yearbook   | International Institute for Management Development<br>www.imd.ch | Competitiveness of 51 countries, 9 sub-national regions. Updated annually.                                       | Compiled from international and regional organizations and private institutes, executive opinion surveys |
| Worldwide Governance Indicators  | World Bank<br>www.worldbank.org/wbi/governance/data              | Governance indicators for 199 countries covering six dimensions of governance. Updated biennially.               | Aggregation of existing surveys and indicators.  |

source : world development report 2005

Annexe 2 : Corrélation entre les indicateurs de gouvernance

**Government Effectiveness**

|         | geeu          | gedri         | geprs        | gewdr        | geberi       | gefhtnt     | gegcs        | gegcsa     | gewcy      |
|---------|---------------|---------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|------------|------------|
| geeu    | 1.00<br>114   |               |              |              |              |             |              |            |            |
| gedri   | 0.77 *<br>96  | 1.00<br>106   |              |              |              |             |              |            |            |
| geprs   | 0.60 *<br>111 | 0.61 *<br>100 | 1.00<br>140  |              |              |             |              |            |            |
| gewdr   | 0.78 *<br>58  | 0.68 *<br>57  | 0.36 *<br>65 | 1.00<br>74   |              |             |              |            |            |
| geberi  | 0.74 *<br>49  | 0.71 *<br>50  | 0.54 *<br>50 | 0.73 *<br>30 | 1.00<br>50   |             |              |            |            |
| gefhtnt | 0.68 *<br>19  | 0.71 *<br>24  | 0.24<br>21   | 0.62 *<br>20 | 0.67<br>6    | 1.00<br>28  |              |            |            |
| gegcs   | 0.76 *<br>64  | 0.74 *<br>62  | 0.52 *<br>72 | 0.85 *<br>45 | 0.70 *<br>46 | 0.75 *<br>6 | 1.00<br>75   |            |            |
| gegcsa  | 0.64 *<br>18  | 0.69 *<br>15  | 0.55 *<br>20 | 0.26<br>14   | 1.00<br>2    |             | 0.56 *<br>19 | 1.00<br>23 |            |
| gewcy   | 0.55 *<br>43  | 0.53 *<br>44  | 0.48 *<br>46 | 0.81 *<br>27 | 0.65 *<br>41 | 0.06<br>4   | 0.92 *<br>46 |            | 1.00<br>46 |

**Rule of Law**

|         | ridri         | rleiu         | rihf          | riprs        | riwdr        | riberi       | riceer       | rifhtnt     | rigcs        | rigcsa     | rijkz        | riwcy       | riscore   |
|---------|---------------|---------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|------------|--------------|-------------|-----------|
| ridri   | 1.00<br>106   |               |               |              |              |              |              |             |              |            |              |             |           |
| rleiu   | 0.73 *<br>96  | 1.00<br>114   |               |              |              |              |              |             |              |            |              |             |           |
| rihf    | 0.73 *<br>105 | 0.68 *<br>112 | 1.00<br>160   |              |              |              |              |             |              |            |              |             |           |
| riprs   | 0.75 *<br>100 | 0.75 *<br>111 | 0.62 *<br>137 | 1.00<br>140  |              |              |              |             |              |            |              |             |           |
| riwdr   | 0.58 *<br>57  | 0.75 *<br>58  | 0.76 *<br>72  | 0.59 *<br>65 | 1.00<br>74   |              |              |             |              |            |              |             |           |
| riberi  | 0.73 *<br>50  | 0.70 *<br>49  | 0.82 *<br>50  | 0.62 *<br>50 | 0.54 *<br>30 | 1.00<br>50   |              |             |              |            |              |             |           |
| riceer  | 0.89 *<br>24  | 0.79 *<br>19  | 0.90 *<br>25  | 0.52 *<br>20 | 0.51 *<br>20 | 0.66<br>6    | 1.00<br>27   |             |              |            |              |             |           |
| rifhtnt | 0.76 *<br>24  | 0.68 *<br>19  | 0.86 *<br>26  | 0.33<br>21   | 0.39 *<br>20 | 0.75 *<br>6  | 0.91 *<br>27 | 1.00<br>28  |              |            |              |             |           |
| rigcs   | 0.70 *<br>53  | 0.78 *<br>56  | 0.78 *<br>59  | 0.70 *<br>59 | 0.74 *<br>33 | 0.77 *<br>46 | 0.96 *<br>6  | 0.78 *<br>6 | 1.00<br>59   |            |              |             |           |
| rigcsa  | 0.43<br>15    | 0.31<br>18    | 0.03<br>23    | 0.27<br>20   | 0.61 *<br>14 | -1.00<br>2   |              |             | 0.87<br>3    | 1.00<br>23 |              |             |           |
| rijkz   | 0.63 *<br>69  | 0.45 *<br>73  | 0.37 *<br>76  | 0.57 *<br>74 | 0.13<br>48   | 0.64 *<br>44 | 0.19<br>19   | 0.00<br>20  | 0.50 *<br>49 | 0.16<br>8  | 1.00<br>77   |             |           |
| riwcy   | 0.63 *<br>44  | 0.73 *<br>43  | 0.77 *<br>46  | 0.68 *<br>46 | 0.78 *<br>27 | 0.75 *<br>41 | 0.98 *<br>4  | 0.94 *<br>4 | 0.94 *<br>46 |            | 0.47 *<br>40 | 1.00<br>46  |           |
| riscore | 1.00 *<br>5   | 0.99 *<br>5   | 0.96 *<br>5   | 0.91 *<br>5  | 0.72<br>5    | 0.63<br>5    | 0.99 *<br>5  | 0.98 *<br>5 | 0.96 *<br>5  |            | 0.37<br>5    | 0.96 *<br>4 | 1.00<br>5 |

**Graft**

|          | grdri         | greiu         | grprs        | grwdr        | grberi       | grceer       | grfhtnt      | grgallup     | grgcs        | grgcsa       | grperc       | grwcy        | grscore    |
|----------|---------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------|
| grdri    | 1.00<br>106   |               |              |              |              |              |              |              |              |              |              |              |            |
| greiu    | 0.80 *<br>97  | 1.00<br>115   |              |              |              |              |              |              |              |              |              |              |            |
| grprs    | 0.65 *<br>100 | 0.64 *<br>112 | 1.00<br>140  |              |              |              |              |              |              |              |              |              |            |
| grwdr    | 0.69 *<br>57  | 0.80 *<br>58  | 0.46 *<br>65 | 1.00<br>74   |              |              |              |              |              |              |              |              |            |
| grberi   | 0.57 *<br>50  | 0.58 *<br>50  | 0.46 *<br>50 | 0.78 *<br>30 | 1.00<br>50   |              |              |              |              |              |              |              |            |
| grceer   | 0.91 *<br>24  | 0.76 *<br>19  | 0.68 *<br>20 | 0.56 *<br>20 | 0.38<br>6    | 1.00<br>26   |              |              |              |              |              |              |            |
| grfhtnt  | 0.79 *<br>23  | 0.60 *<br>19  | 0.72 *<br>21 | 0.58 *<br>20 | 0.40<br>6    | 0.92 *<br>25 | 1.00<br>28   |              |              |              |              |              |            |
| grgallup | 0.63 *<br>42  | 0.78 *<br>42  | 0.62 *<br>44 | 0.81 *<br>26 | 0.46 *<br>29 | 0.71 *<br>9  | 0.59 *<br>9  | 1.00<br>44   |              |              |              |              |            |
| grgcs    | 0.77 *<br>53  | 0.88 *<br>57  | 0.57 *<br>59 | 0.87 *<br>33 | 0.73 *<br>46 | 0.98 *<br>6  | 0.80 *<br>7  | 0.80 *<br>35 | 1.00<br>59   |              |              |              |            |
| grgcsa   | 0.59 *<br>15  | 0.53 *<br>18  | 0.45 *<br>20 | 0.61 *<br>14 | 1.00<br>2    |              |              | 0.95<br>3    | 0.79<br>3    | 1.00<br>23   |              |              |            |
| grperc   | 0.55 *<br>12  | 0.95 *<br>12  | 0.33<br>12   | 0.96 *<br>6  | 0.76 *<br>11 |              |              | 0.84 *<br>5  | 0.89 *<br>12 |              | 1.00<br>12   |              |            |
| grwcy    | 0.69 *<br>44  | 0.84 *<br>44  | 0.65 *<br>46 | 0.93 *<br>27 | 0.62 *<br>41 | -0.32<br>4   | -0.51<br>4   | 0.87 *<br>31 | 0.86 *<br>46 |              | 0.93 *<br>11 | 1.00<br>46   |            |
| grscore  | 0.91 *<br>51  | 0.92 *<br>51  | 0.82 *<br>51 | 0.86 *<br>51 | 0.74 *<br>30 | 0.89 *<br>13 | 0.87 *<br>13 | 0.73 *<br>25 | 0.82 *<br>33 | 0.64 *<br>11 | 0.82 *<br>6  | 0.82 *<br>27 | 1.00<br>51 |

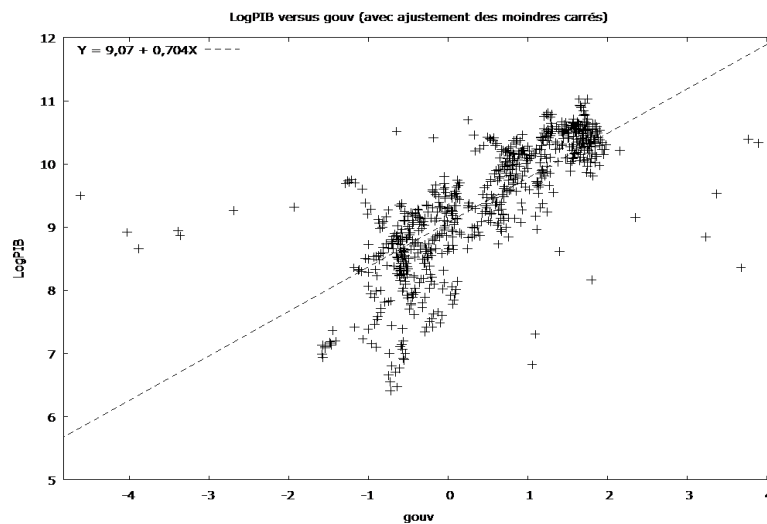
Source : Kaufmann et al (1999)

Annexe 3 : Matrice des corrélations

|              | LogPIB  | gouv    | logopen | English_frac | Eurfrac | disteq  | tropics | logFR  | SM |
|--------------|---------|---------|---------|--------------|---------|---------|---------|--------|----|
| LogPIB       | 1       |         |         |              |         |         |         |        |    |
| gouv         | 0,7418  | 1       |         |              |         |         |         |        |    |
| logopen      | 0,2561  | 0,2731  | 1       |              |         |         |         |        |    |
| English_frac | 0,2997  | 0,3209  | -0,0822 | 1            |         |         |         |        |    |
| Eurfrac      | 0,1921  | 0,0840  | -0,1036 | 0,3432       | 1       |         |         |        |    |
| disteq       | 0,7130  | 0,7070  | 0,2903  | 0,1474       | -0,2497 | 1       |         |        |    |
| tropics      | -0,6462 | -0,6473 | 0,0347  | -0,2537      | 0,1633  | -0,866  | 1       |        |    |
| logFR        | 0,2134  | 0,2516  | 0,7252  | -0,3512      | -0,1646 | 0,3460  | -0,1571 | 1      |    |
| SM           | -0,3959 | -0,1492 | 0,1633  | -0,1785      | -0,1308 | -0,4286 | 0,4136  | 0,3053 | 1  |

Source : auteurs

Annexe 4 : Relation entre log PIB et indicateurs de gouvernance.



Source : auteurs

Annexe 5 : Liste des pays de l'échantillon.

|                       |                    |
|-----------------------|--------------------|
| 1 Australia           | 31 Japan           |
| 2 Austria             | 32 Jordan          |
| 3 Bangladesh          | 33 Korea, Rep of   |
| 4 Belgium             | 34 Latvia          |
| 5 Bolivia             | 35 Mexico          |
| 6 Brazil              | 36 Netherlands     |
| 7 Canada              | 37 New Zealand     |
| 8 Chile               | 38 Nicaragua       |
| 9 China               | 39 Norway          |
| 10 Colombia           | 40 Pakistan        |
| 11 Costa Rica         | 41 Panama          |
| 12 Czech Republic     | 42 Paraguay        |
| 13 Denmark            | 43 Peru            |
| 14 Dominican Republic | 44 Philippines     |
| 15 Ecuador            | 45 Poland          |
| 16 Egypt              | 46 Portugal        |
| 17 El Salvador        | 47 Romania         |
| 18 Finland            | 48 Slovak Republic |
| 19 France             | 49 Slovenia        |
| 20 Germany            | 50 South Africa    |
| 21 Ghana              | 51 Spain           |
| 22 Greece             | 52 Sweden          |
| 23 Guatemala          | 53 Switzerland     |
| 24 Honduras           | 54 Turkey          |
| 25 Hungary            | 55 Uganda          |
| 26 Iceland            | 56 Uruguay         |
| 27 India              | 57 USA             |
| 28 Indonesia          | 58 Venezuela       |
| 29 Ireland            | 59 Zimbabwe        |
| 30 Italy              |                    |

Source : auteur

Annexe 6: Statistiques descriptives des variables retenus pour notre analyse

|                    | Gouv     | Disteq | Log PIB | English frac | Eur frac | Ln open | Tropics | Log fr  | SM     |
|--------------------|----------|--------|---------|--------------|----------|---------|---------|---------|--------|
| Moyenne            | 0.43030  | 32.559 | 9.3336  | 0.072627     | 0.39616  | -1.0514 | 0.37593 | 3.1402  | 47.413 |
| Médiane            | 0.51470  | 35.000 | 9.3879  | 0            | 0.074000 | -1.0679 | 0       | 3.2740  | 0      |
| Min                | -2.41    | 0      | 6.4081  | 0            | 0.0000   | -3.3051 | 0       | 1.8597  | 0      |
| Max                | 2.5      | 64     | 11.033  | 0.95000      | 1.00     | 0.54665 | 1       | 4.3617  | 668    |
| Standard deviation | 0.63     | 17.529 | 0.98335 | 0.23037      | 0.42710  | 0.82835 | 0.45971 | 0.61056 | 108.33 |
| 5% quartile        | -0.97824 | 4.0000 | 7.4476  | 0.0000       | 0.0000   | -2.5049 | 0.0000  | 1.9353  | 0      |
| 95% quartile       | 1.72     | 59.000 | 10.588  | 0.88600      | 1.0000   | 0.23362 | 1.0000  | 4.0366  | 170.00 |
| Missing obsv.      | 194      | 0      | 0       | 0            | 0        | 16      | 80      | 48      | 0      |

## **Liste des tables, cartes, schémas, graphiques et tableaux**

|  |    |
|--|----|
| Figure 1 : les déterminants fondamentaux des performances économiques .....                                    | 18 |
| Figure 2 : les déterminants fondamentaux des performances économiques retenus pour notre analyse .....         | 21 |
| Table 1 : Résultats par MMCO de l'équation (3) avec utilisation de la variable « mortalité des colons ».....   | 36 |
| Table 2 : Résultats par MMCO de l'équation (3) avec utilisation des deux variables relatives à la langue ..... | 37 |
| Table 3: Résultats par MMCO de l'équation (4) avec utilisation de la variable « mortalité des colons ».....    | 38 |
| Table 4 : Résultats par MMCO de l'équation (3) avec utilisation des deux variables relatives à la langue ..... | 38 |
| Annexe 1 : Sources des indicateurs du climat d'investissement .....  | 42 |
| Annexe 2 : Corrélation entre les indicateurs de gouvernance.....   | 43 |
| Annexe 3 : Matrice des corrélations .....  | 44 |
| Annexe 4 : Relation entre log PIB et indicateurs de gouvernance.....   | 44 |
| Annexe 5 : Liste des pays de l'échantillon.....  | 45 |
| Annexe 6: Statistiques descriptives des variables retenus pour notre analyse .....                             | 46 |

## BIBLIOGRAPHIE

- Acemoglu, D., Robinson J.A. (2001), A theory of political transitions, *American Economic review*, 91, 938-963
- Acemoglu, D., S. Johnson, and J. A. Robinson. 2001. The Colonial Origin of Comparative Development: An Empirical Investigation. *American Economic Review* 91(5): 1369–1401.
- Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2005). Institutions as a fundamental cause of long-run growth. *Handbook of economic growth*, 1, 385-472.
- Arndt, C., et Oman, P., 2006. Governance indicators : uses and abuses, *Etudes du centre de développement de l'OCDE*
- Banque mondiale, un meilleur climat de l'investissement de tous, *Rapport sur le développement dans le monde*, 2005.
- Banque mondiale, Équité et développement, *Rapport sur le développement dans le monde*, 2006
- Banque mondiale, Le développement et la prochaine génération, *Rapport sur le développement dans le monde*, 2007
- Bloom, D. E., Sachs, J. D., Collier, P., & Udry, C. (1998). Geography, demography, and economic growth in Africa. *Brookings papers on economic activity*, 207-295.
- Brodhag, C. 2000, Information, gouvernance et développement durable, *Revue internationale de science politique*, Vol.21, No. 3, CyberPolitics in International Relations. CyberPolitique et relations internationales(Jul., 2000), pp. 311-327.
- Busse, M., et al. 2007 Institutions, Governance and Trade : An Empirical Investigation of the Linkages in View of the Proposed ACP/EU Economic Partnership Agreements, Hamburg Institute of International Economics (HWWI) Programme World Economy
- Cahier du GEMDEV, 2003, Développement durable : quelles dynamiques ?, *Cahier du GEMDEV*, Octobre 2003, ISSN : 0989-9057, 209 pages
- De Prabir, 2010. Governance, Institutions, and Regional Infrastructure in Asia. ADBI Working Paper Series No. 183, Asian Development Bank Institute, Tokyo.
- Dixit, A. 2009. Governance institutions and economic activity. *The American Economic Review*, Vol. 99, No. 1 (Mar., 2009), pp. 3-24.
- Dixit, A. 2003. Clubs with entrapment. *The American Economic Review*, Vol. 93, No. 5 (Dec., 2003), pp. 1824-1829
- Frankel, J. A., & Romer, D. (1999). Does trade cause growth?. *American economic review*, 89, 379-399.



- Gallup, J. L., & Sachs, J. D. (2000). Agriculture, climate, and technology: why are the tropics falling behind?. *American Journal of Agricultural Economics*, 731-737.
- Jondrow, J., Knox Lovell, C. A., Materov, I. S., & Schmidt, P. (1982). On the estimation of technical inefficiency in the stochastic frontier production function model. *Journal of econometrics*, 19(2), 233-238.
- Hall, R. E., & Jones, C. I. (1999). Why do some countries produce so much more output per worker than others?. *The quarterly journal of economics*, 114(1), 83-116.
- Kaufmann, D., Kraay, A., & Zoido-Lobaton, P. (1999). *Aggregating governance indicators* (Vol. 2195). World Bank Publications.
- Kaufmann, D., A. Kraay, and P. Zoido-Lobaton. 1999. Governance Matters. *World Bank Working Paper* 2196. Washington, DC: World Bank.
- Kaufmann, D., A. Kraay, and M. Mastruzzi. 2009. Governance Matters VIII. Development Research Group, *Policy Research Working Paper* 4798. Washington, DC: World Bank.
- Kaufmann, D., Kraay, A., et M. Mastruzzi. 2010. The Worldwide Governance Indicators : Methodology and Analytical Issues. The World Bank Development Research Group
- Macroeconomics and Growth Team September 2010. Policy Research Working Paper 5430.
- Kaul, I., Grunberg, I., et M.A. Stern. 1999. Les biens publics à l'échelle mondiale : la coopération internationale au XXIe siècle. *Oxford University Press*, publié pour le Programme des Nations Unies pour le développement.
- Kawaja, I., et S. Khan. 2009. Reforming Institutions: Where to Begin?, *The Pakistan Development Review*, Vol. 48, No. 3 (Autumn 2009), pp. 241-267 .
- Kormendi, R. C., & Meguire, P. G. 1985. Macroeconomic determinants of growth: cross-country evidence. *Journal of Monetary economics*, 16(2), 141-163.
- Meisel, N. et J. Ould Aoudia. 2008. L'insaisissable relation entre "bonne gouvernance" et développement, *Revue économique*, Vol. 59, No. 6, Finance, institutions et croissance dans les économies émergentes (Nov., 2008), pp. 1159-1191.
- Méon, P. G., & Weill, L. 2005. Does better governance foster efficiency? An aggregate frontier analysis. *Economics of Governance*, 6(1), 75-90.
- North, D. C. 2004. Understanding the process of economic change, *Princeton University Press*
- North, D. C. 1990. Institutions, institutional change and economic performance. *Cambridge university press*
- North, D. C. *Institutions*, *The Journal of Economic Perspectives*, Vol. 5, No. 1, (Winter, 1991), pp. 97-112
- OCDE (2000), *Towards Sustainable Development Indicators to Measure Progress*, Conférence de l'OCDE, OCDE, Paris.
- OCDE (2002a), *Aggregated Environmental Indices: Review of Aggregation*

*Methodologies in Use*, OCDE, Paris.

-OCDE/JRC (2005), *Handbook on Constructing Composite Indicators: Methodology and User Guide*, OECD Statistics Working Paper, Paris.

-OCDE (2006), *Mesurer le développement durable*, cahier statistique de l'OCDE n°10, Mars 2006 Paris.

-Owen, R.F. July 2011. Governance and Economic Integration : Stakes for Asia. *ADB Working paper*, No. 425, May 2013

-Rajan, R. G., & Zingales, L. (2003). The great reversals: the politics of financial development in the twentieth century. *Journal of financial economics*, 69(1), 5-50.

-Rauch, J.E., Getting the Properties Right to Secure Property Rights: Dixit's "Lawlessness and Economics", *Journal of Economic Literature*, Vol. 43, No. 2 (Jun., 2005), pp. 480-487

-Raynal, S. 2009, Gouvernance et développement durable, *La Revue des Sciences de Gestion*, 2009/5 n°239-240, p. 17-28.

-Rodrik, D. 2004, Getting institutions Right, Unpublished working paper, Harvard University, Cambridge, MA.

-Rodrik, D., A. Subramanian, et F. Trebbi. 2004. Institutions rule: The primacy of institutions over geography and integration in economic development. *Journal of Economic Growth* 9, 131–165.

-Sachs, Jeffrey D. Institutions don't rule: direct effects of geography on per capita income. No. w9490. National Bureau of Economic Research, 2003.

-Sala-i-Martin, X., & Subramanian, A. (2003). *Addressing the natural resource curse: An illustration from Nigeria* (No. w9804). National Bureau of Economic Research.

-Samuelson, Paul A. "The pure theory of public expenditure." *The review of economics and statistics* (1954): 387-389.

-Stevens, C. 2006 *Mesurer le développement durable*, *cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 10 mars 2006

-Stiglitz, J. 1998. Distinguished Lecture on Economics in Government: The Private Uses of Public Interests: Incentives and Institution, *The Journal of Economic Perspectives*, Vol. 12, No. 2 (Spring, 1998), pp. 3-22.

-Stiglitz J., et al (2010) *Le rapport Stiglitz : pour une vraie réforme du système monétaire international après la crise mondiale*, édition Babel

-Viriolo Paul (1995), *La vitesse de libération*, Paris, Edition Galilée.

-World bank, 1992, *Governance and development*, volume n°1, 10650

-Wright R., October 2004 , *A short History of progress*, *House of Anansi Press*, ISBN 0-88784-706-

## Table des matières

|   |    |
|---|----|
| Préambule et remerciements.....   | 2  |
| Introduction .....  | 4  |
| 1. Les différentes dimensions de la gouvernance .....   | 9  |
| 1.1. Les concepts multidimensionnels liés à la gouvernance .....  | 9  |
| 1.2. L'échec gouvernemental et ses déterminants .....   | 11 |
| 1.3. Comprendre le rôle fondamental des institutions dans l'analyse économique.....   | 13 |
| 2. Cadre conceptuel pour comprendre et analyser les relations de causalité entre les déterminants théoriques des performances économiques ..... | 16 |
| 2.2. Cadre conceptuel pour comprendre le problème de causalité inversé entre les différents déterminants des performances économiques .....     | 16 |
| 2.2. Le choix de l'instrumentalisation pour contrer le problème de causalité inversé .....  | 22 |
| 3. Comment mesurer la gouvernance .....   | 25 |
| 3.1. Les bases de données disponibles .....   | 25 |
| 3.2. Méthodologie d'agrégation de Kaufmann et al (1999) .....   | 27 |
| 3.2. Les limites des indicateurs de gouvernance basés sur la perception.....  | 30 |
| 4. Modélisation économétrique pour estimer l'impact d'une bonne gouvernance sur les performances économiques .....                              | 33 |
| 4.1. Structure générale du modèle .....   | 33 |
| 4.2. Résultats .....  | 35 |
| 5. Conclusion : Quel avenir pour la gouvernance mondiale .....  | 41 |
| Annexes .....   | 42 |
| Liste des tables, cartes, schémas, graphiques et tableaux .....   | 47 |
| Bibliographie .....   | 48 |
| Table des matières .....  | 51 |